International Crisis Group
WORKING TO PREVENT CONFLICT WORLDWIDE

Le Sahel central : au cœur de la tempête

Rapport Afrique N°227 | 25 juin 2015

International Crisis Group
Headquarters
Avenue Louise 149
1050 Brussels, Belgium
Tel: +32 2 502 90 38
Fax: +32 2 502 50 38
brussels@crisisgroup.org

Table de matières

Synthèse i

I. Introduction 1

II. L'instabilité, une question de gouvernance ? 3
- A. Mauvaise gestion 4
- B. Périphéries sous-développées 8
- C. Démographie régionale et jeunesse marginalisée 9
- D. Radicalisation/salafisation 12

III. De nouvelles formes de gouvernance 16
- A. « Des espaces non gouvernés » ? 16
- B. Les réseaux criminels : une affaire de connivence ? 17
- C. Les nouvelles routes des caravanes 19

IV. Réactions politiques 21
- A. Intérêts mondiaux pour le Sahel central 21
- B. Des réponses contre-productives et déséquilibrées 25
- C. Une approche globale 25

V. Conclusion 27

ANNEXES

A. Carte des itinéraires migratoires à travers le Sahel central 28

B. A propos de l'International Crisis Group 29

C. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2012 30

D. Conseil d'administration de l'International Crisis Group 32

Synthèse

L'immense Sahel, peu peuplé et pauvre, est touché par un nombre croissant d'extrémistes jihadistes et d'activités illicites, notamment le trafic d'armes et de drogue et la traite d'êtres humains qui généreraient 3,8 milliards de dollars par an. Les frontières sont poreuses et la portée des autorités limitée. La croissance démographique et le chômage montent en flèche. Au cœur de cette tempête parfaite d'instabilité actuelle et potentielle, des réseaux criminels envahissent de plus en plus le Sahel central, le Fezzan dans le sud de la Libye, le Niger et le bassin du lac Tchad. L'autorité de l'Etat est faible dans un Niger relativement stable. Au sud du Sahel, l'insurrection du groupe islamiste radical nigérian Boko Haram est responsable de milliers de morts parmi la population civile et de plus d'un million de personnes déplacées. Les efforts déployés par l'Occident et la région en matière de lutte contre le terrorisme sont insuffisants, mais les approches plus intégrées proposées par l'Union européenne (UE) et l'ONU n'ont pas non plus été fructueuses. Sans une action globale soutenue contre les réseaux criminels bien établis, la mauvaise gestion et le sous-développement, l'instabilité risque de se propager et d'exacerber la radicalisation et la migration.

Le Sahel, une vaste région qui s'étend de la Mauritanie au Soudan à la lisière du désert du Sahara, a toujours eu des frontières poreuses et des zones peu peuplées contrôlées en partie seulement par les gouvernements nationaux. (Le Niger est par exemple plus grand que le Nigéria, mais sa population de dix-sept millions d'habitants ne représente qu'un dixième de sa taille et est concentrée dans son quart méridional.) Cependant, au fur et à mesure de l'implosion de la Libye et de la croissance de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, les réseaux criminels de trafic de marchandises illicites et de traite d'êtres humains se sont étendus, corrompant les responsables, formant des alliances avec les communautés locales et collaborant parfois avec des groupes jihadistes. La région est devenue une importante source et point de transit des migrants en provenance d'Afrique subsaharienne tentant de se rendre en Europe. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il est estimé qu'à la mi-juin 2015, plus de 106 000 migrants sont arrivés en Europe par voie maritime depuis le début de l'année. Près de 57 000 ont atteint l'Italie, presque exclusivement en provenance de Libye et après avoir transité par les pays situés au sud. Selon l'ONU, entre 80 000 et 120 000 migrants traverseront le Niger au cours de l'année.

Les gouvernements occidentaux ont adopté une approche essentiellement axée sur la sécurité face aux menaces criminelles et jihadistes, intensifiant leur présence militaire et leurs opérations antiterroristes et redoublant d'efforts pour sécuriser les frontières sud de l'Europe. Des initiatives comme le processus de Rabat (2006) et de Khartoum (2014) visant à freiner l'immigration clandestine, et le dernier plan de l'UE prévoyant notamment la réinstallation des réfugiés mais aussi une opération militaire visant à démanteler les réseaux de passeurs et à détruire leurs embarcations, ne traitent que les symptômes des problèmes du Sahel.

Les perspectives de stabilisation de la région sont faibles s'il n'est pas reconnu que les politiques actuelles ne s'attaquent pas aux sources profondes de son instabilité : la pauvreté endémique ; le sous-développement, en particulier dans les périphéries ; et une population de jeunes en plein essor dont l'accès à l'éducation ou à l'emploi est limité et qui ne témoignent pas d'une vraie loyauté réelle vis-à-vis de l'Etat. Beau-

coup de jeunes considèrent l'émigration, illégale si nécessaire, comme leur seul avenir. D'autres s'en prennent à leurs Etats corrompus « séculiers » et « occidentalisés » dans l'espoir d'imposer un gouvernement islamiste moralement plus pur. Une énorme proportion des hommes, femmes et enfants qui traversent la Méditerranée ne viennent pas en Europe simplement pour échapper à la pauvreté, mais aussi pour fuir des conflits meurtriers et des gouvernements répressifs.

Les lourdes opérations militaires et la fermeture de l'espace politique par la cooptation ou la criminalisation de l'opposition aggravent les tensions. Etiqueter les islamistes non violents de jihadistes potentiels peut devenir une prophétie autoréalisatrice. Le fait que les autorités négligent la périphérie, leur réticence à régler les conflits et leur tendance à s'appuyer sur des alliances personnelles clientélistes, parfois criminelles, plutôt qu'à mettre en place des institutions démocratiques, alimentent un sentiment croissant de marginalisation, surtout dans les zones rurales.

Les gouvernements centraux isolés, faibles ou même répressifs de la région ont été supplantés par de nouvelles formes d'organisation, notamment des autorités traditionnelles ; des structures communautaires ; des mouvements islamistes ; et des réseaux criminels. Des forces extérieures, criminelles et jihadistes ont rencontré un succès particulier en exploitant ces systèmes de gouvernance de substitution, cadrant leur action avec les préoccupations des acteurs locaux influents pour s'implanter. Pendant ce temps, les combats parfois très violents pour obtenir le contrôle d'itinéraires de contrebande lucratifs sont de plus en plus nombreux et de plus en plus visibles.

Afin de contrer la menace jihadiste croissante, les acteurs internationaux ont déployé des troupes et des avions et soutenu les forces nationales de sécurité qui suivent une approche militarisée. Les populations locales considèrent cependant souvent que la présence militaire occidentale est dictée par le désir de protéger les intérêts dans les gisements d'hydrocarbures et de minéraux de la région. La priorité accordée à la lutte contre le terrorisme et l'amalgame du jihadisme violent avec d'autres formes d'islam politique suscitent une réaction négative à l'encontre des gouvernements de la région et des pays occidentaux.

Pour inverser la montée de l'instabilité du Sahel, en particulier la dégradation d'un Niger déjà précaire, les gouvernements nationaux et les acteurs extérieurs doivent non seulement gérer le court terme, mais aussi adopter une perspective à long terme. Cela impliquerait de s'engager dans un effort soutenu pour consolider les Etats fragiles en encourageant de manière cohérente et transparente la bonne gouvernance et le développement durable, ainsi que pour résoudre les conflits existants et répondre à leurs conséquences humanitaires. Pour y parvenir :

- Les politiques occidentales devraient être réorientées de manière à être axées sur l'établissement de gouvernements plus inclusifs et responsables et sur la lutte contre les facteurs structurels qui conduisent à la marginalisation et à l'aliénation et donc, à la criminalisation et à la radicalisation.

- Si les gouvernements occidentaux et l'UE sont enclins à poursuivre leur approche fondée en premier lieu sur la sécurité, les efforts visant à s'attaquer à la radicalisation et à la criminalisation devraient être axés sur la promotion d'une administration publique responsable, notamment au Niger et au Nigéria. Ces efforts pourraient entre autre encourager la création de mécanismes de contrôle civil des

institutions publiques et appuyer la formation de coalitions solides et inclusives contre la corruption et la mauvaise gestion.

- L'aide au développement devrait être liée non à l'action militaire contre le terrorisme, mais à des mesures qui améliorent la gouvernance, limitent la corruption publique et renforcent les institutions démocratiques.
- La lutte contre le chômage des jeunes par le biais de la formation et de projets d'infrastructure à forte intensité de main-d'œuvre pour relier la périphérie aux marchés et aux services pourrait contribuer sensiblement à atténuer la migration.

Enfin, les efforts destinés à dissuader la migration doivent aller de pair avec des stratégies à long terme pour freiner le rythme insoutenable de la croissance démographique, notamment au Niger, par un appui aux droits des femmes à l'éducation et à la santé reproductive.

Dakar/Bruxelles, 25 juin 2015

International Crisis Group
Rapport Afrique N°227 **25 juin 2015**

Le Sahel central : au cœur de la tempête

I. Introduction

Souvent considéré comme un havre pour les groupes radicaux armés, le Sahel est la dernière nouvelle frontière dans la campagne antiterroriste de l'Occident. Bien que le monde extérieur ait accordé davantage d'attention à la région s'étendant de la Mauritanie au Tchad, le présent rapport met l'accent sur un axe vertical entre le sud de la Libye et le nord du Nigéria, au centre duquel se trouve un Niger relativement stable mais extrêmement vulnérable.

Les frontières poreuses et les vastes zones désertiques que les autorités nationales s'efforcent de contrôler signifient que la stabilité d'un seul pays est fortement tributaire de celle de ses voisins ; la guerre civile libyenne de 2011 a entraîné un flux d'armes et de combattants, ce qui explique en partie la crise ayant démarré au Mali en 2012 et qui se poursuit actuellement.[1] Les tentatives d'une transition gérée en Libye, ancienne hégémonie politique de la région, ont déraillé et le chaos qui a englouti ce pays et l'a poussé au bord d'une guerre totale menace de déstabiliser encore plus ses voisins.[2] De même, la vacance du pouvoir et les divisions ethniques dans le sud de la Libye attirent des acteurs perturbateurs d'autres pays comme le Tchad, le Mali et le Niger.

Les services de renseignement occidentaux considèrent le sud-ouest de la Libye (Fezzan) et le bassin du lac Tchad (recoupant les frontières entre le Nigéria, le Tchad, le Cameroun et le Niger) comme les principaux centres du jihadisme.[3] Il s'agit aussi de deux zones largement inexplorées potentiellement riches en hydrocarbures dans cette vaste région dotée de ressources et en même temps de plaques tournantes de la traite d'êtres humains et du trafic de marchandises illicites. Le Niger, qui se situe entre ces pôles, est devenu un itinéraire de contrebande important, en partie à cause de son emplacement, de sa pauvreté et de la faiblesse de ses institutions publiques, mais aussi des opérations militaires internationales au Mali qui obligent souvent les contrebandiers à chercher de nouveaux itinéraires.

Le présent rapport fait la carte du paysage politique et sécuritaire de cette région, en mettant particulièrement l'accent sur la dynamique transrégionale et les économies politiques qui relient les groupes et les intérêts criminels, radicaux et politiques. Il analyse les risques, notamment ceux posés par la croissance rapide d'une population jeune et de plus en plus aigrie. Ce rapport évalue aussi si les politiques et les actions menées actuellement par les acteurs nationaux, régionaux et internationaux pour

[1] Pour une analyse approfondie de la crise et ses répercussions, voir les rapports Afrique de Crisis Group N°189, *Mali : éviter l'escalade*, 18 juillet 2012 ; 201, *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*, 11 avril 2013 ; et 210, *Mali : réformer ou rechuter*, 10 janvier 2014.

[2] Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord de Crisis Group N°157, *Libya: Getting Geneva Right*, 25 février 2015. Roland Marchal, « The Reshaping of West Africa after Muammar Qadhafi's Fall », Norwegian Peacebuilding Research Centre (NOREF), octobre 2012 ; et le rapport Afrique de Crisis Group N°180, *L'Afrique sans Kadhafi : le cas du Tchad*, 21 octobre 2011.

[3] Entretiens de Crisis Group, spécialistes de la lutte antiterroriste, Dubaï, décembre 2014 ; Dakar, janvier 2015. Le nord du Mali, également considéré comme un bastion jihadiste, n'est pas couvert par le présent rapport.

freiner l'extrémisme et la radicalisation ainsi que la migration continue vers le Nord[4], sont pertinentes et efficaces.

S'appuyant sur la recherche sur le terrain au Nigéria, au Niger et en Libye, le présent rapport repose notamment sur des entretiens menés avec un large éventail d'interlocuteurs, tels que des représentants du gouvernement, des politiciens, des officiers militaires, des hommes d'affaires, des notables communautaires et des chefs de milices, des contrebandiers, des migrants en transit et des jeunes, dans les principales villes et les périphéries, ainsi que des spécialistes des questions de sécurité et de terrorisme, des observateurs de longue date du Sahel et des décideurs dans des capitales régionales, occidentales et des Etats du Golfe.[5] La plupart ont requis l'anonymat pour des raisons de sécurité.

[4] Un haut responsable italien a déclaré que 170 000 migrants, des Africains subsahariens pour la plupart, avaient atteint l'Italie depuis la Libye en 2014. Entretien de Crisis Group, Rome, mars 2015. Le 11 juin 2015, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estimait que 106 705 migrants sont arrivés en Europe en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient depuis le début de l'année et que 1 865 étaient morts en Méditerranée. Voir Tara Brian, « Eastern Mediterranean: dramatic increase in migrant flows », Migration: read all about it (weblog.iom.int), 11 juin 2015. Les décès plus nombreux peuvent être largement attribués à la décision de l'UE de mettre fin à l'opération italienne de sauvetage, « Mare Nostrum », et de ne pas la remplacer par une mission multinationale similaire. Patrick Kingsley, « Record number of migrants expected to drown in Mediterranean this year », *The Guardian*, 1er avril 2015.

[5] Le présent rapport s'appuie sur des recherches et rapports antérieurs de Crisis Group sur le Mali, le Niger, le Nigéria, la Libye et le Tchad, notamment le rapport Afrique N°92, *Islamist Terrorism in the Sahel: Fact or Fiction?*, 31 mars 2005.

II. L'instabilité, une question de gouvernance ?

Le Sahel, l'une des régions les plus pauvres du monde, est confronté à des défis structurels majeurs. Le développement y est inégal, voire inexistant.[6] Les pays sahéliens ont en effet un revenu moyen par habitant équivalant à 59 pour cent de celui de l'Afrique subsaharienne et ont subi des crises alimentaires récurrentes (2005, 2008, 2010 et 2012), ce qui aggrave la vulnérabilité chronique de la population de la région. Cette population comprend actuellement 60 pour cent de jeunes âgés de moins de vingt ans et devrait atteindre 130,3 millions en 2030 (contre 75 millions en 2011)[7] avec un taux de croissance annuel d'environ 3 pour cent (3,9 pour cent au Niger).

Les revenus, y compris ceux générés dans les périphéries et les régions frontalières, sont essentiellement concentrés dans les grandes villes et les capitales centrales. Les populations sont installées dans les terres fertiles de superficie limitée, aux dépens de vastes territoires arides peu peuplés.[8] L'urbanisation accélérée et anarchique effrite les modes de vie traditionnels, à mesure que les villes s'agrandissent et que de nouveaux résidents ruraux se déplacent à la recherche d'emplois.[9] La population demeure pourtant essentiellement rurale et très pauvre, en dépit d'importantes ressources naturelles, comme les hydrocarbures, l'uranium et l'or, principalement dans les zones rurales et frontalières.[10] Ces richesses du sous-sol n'ont généralement bénéficié qu'aux entreprises dotées des moyens de les explorer et de les exploiter, ainsi qu'aux grands réseaux de patronage. Au Niger, « la prédation est le système généralisé de gouvernance », a observé un diplomate occidental.[11]

Les abondantes ressources de la région, en grande partie inexploitées, suscitent un intérêt croissant, notamment de la Chine, des Etats-Unis et de plusieurs pays européens (ayant à leur tête la France et l'Espagne).[12] Les investissements internatio-

[6] Le Sahel est une région semi-aride située entre le (désert du) Sahara et la savane au sud, et qui s'étend du Sénégal au Soudan. « L'indice de développement humain » (IDH) 2014 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a classé les indicateurs des pays du Sahel comme suit : Niger 187 (globalement le plus bas) ; Tchad 184 ; Burkina Faso 181 ; Mali 176 ; Sénégal 163 ; Mauritanie 161 ; et Nigéria 152.

[7] « Cadre d'appui du PNUD à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel : vers un développement humain durable et inclusif », PNUD, 13 mai 2014.

[8] Selon l'ONU, 80 à 90 pour cent de la main-d'œuvre active du Sahel est employée dans l'agriculture. « Sahel Atlas of Changing Landscapes », Programme des Nations unies pour l'environnement, 2012. L'Union européenne (UE) considère qu'environ 25 millions sont « ultra pauvres », ils nécessitent une protection sociale et sont exposés à l'insécurité alimentaire à la suite des pluies irrégulières de 2014. « Sahel : crise alimentaire et nutritionnelle », Commission européenne, Aide humanitaire et protection civile (ECHO), février 2015.

[9] Entretien de Crisis Group, sociologue, Abuja, février 2015. Le taux d'urbanisation de moins de 20 pour cent du Niger devrait augmenter sensiblement d'ici 2050. « Perspectives d'urbanisation dans le monde : Révision de 2014, faits marquants », Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Division de la population. La conséquence fortuite du combat des objectifs du Millénaire pour le développement contre la mortalité infantile est une forte augmentation d'enfants de zones urbaines ou semi-urbaines rêvant de mobilité sociale. Les enfants des villages quant à eux rejoignent les villes et souvent, à partir de là, les routes de migration.

[10] Le Niger est le quatrième producteur mondial d'uranium.

[11] Entretien de Crisis Group, Niamey, février 2015.

[12] SOMAÏR, qui appartient à l'entreprise nucléaire française Areva et à l'Etat nigérien, contrôle la plupart des mines d'uranium à Arlit, Tassa et Aouta. La compagnie China Nuclear International Uranium est également devenue un investisseur majeur dans les mines d'uranium au Niger. La société chinoise SinoU a conclu un partenariat avec le Niger pour l'extraction d'uranium ; plusieurs autres entreprises, notamment canadiennes, australiennes et sud-africaines, prospectent égale-

naux, notamment dans les infrastructures, ont permis à certains pays d'accéder aux richesses de leur sous-sol, mais une hausse de la capacité d'exploiter les ressources naturelles peut rendre certains régimes plus réticents à relâcher leur emprise sur le pouvoir.[13]

A. *Mauvaise gestion*

La plupart des habitants semblent frustrés par l'absence de gouvernance efficace et de développement qui perpétue leur misère et leur mobilité sociale extrêmement limitée.[14] Cette tendance se fait particulièrement ressentir lorsque le gouvernement est perçu comme un prédateur ou lorsque l'Etat central est peu présent, voire absent, mais aussi dans les régions où la mauvaise gouvernance, en particulier la corruption aiguë, a contribué à prévenir le développement et la prestation de services.

Le Fezzan libyen peu peuplé est extrêmement pauvre et économiquement sous-développé malgré d'abondantes ressources naturelles, notamment le pétrole. Le faible niveau d'éducation diminue les chances des habitants pauvres qui luttent pour être admis dans les centres de formation, comme l'Institut du pétrole de Tripoli, ce qui leur permettrait de se qualifier pour un secteur qui reste fortement centralisé et en grande partie aux mains des habitants du nord. Depuis la chute de Kadhafi, les autorités s'engagent à décentraliser et à investir davantage dans le sud, mais ces promesses ne se sont pas concrétisées. Les efforts menés pour améliorer l'économie, comme les projets d'irrigation, ont eu peu d'incidence sur l'emploi.

Bien que le sud de la Libye soit depuis longtemps un point de passage pour les migrants et les marchandises d'Afrique subsaharienne transitant vers la Méditerranée et l'Europe, la contrebande a récemment considérablement augmenté. Cela n'est pas seulement dû au fait que les tribus touareg et tebu mettent à profit la dégradation de la situation sécuritaire de l'après-Kadhafi. Le Congrès général national (CGN)[15] a augmenté les subventions accordées par l'Etat aux produits de base, probablement en raison du potentiel de profit pour les membres corrompus, ce qui a fait prospérer le trafic de produits subventionnés vers le sud (vers des pays où ils sont plus coûteux).[16]

---

ment. La China National Petroleum Corporation a signé un accord avec le gouvernement pour extraire du pétrole dans le bloc d'Agadem. « Uranium in Niger », World Nuclear Association, juin 2015. En Libye, le bassin de Mourzouk dans le sud du Fezzan dispose d'importantes réserves ; des entreprises espagnoles, françaises et autrichiennes y détiennent des participations importantes. « Repsol makes a new high quality oil discovery in Libya », communiqué de presse de Repsol, 21 octobre 2013.

[13] Les pays du Sahel ne sont pas les seuls dans cette situation. Voir Nathan Jensen and Leonard Wantcheckon, « Resource wealth and political regimes in Africa », *Comparative Political Studies*, vol. 37, no. 7, septembre 2004, p. 816-841.

[14] Entretiens de Crisis Group, Niamey, février 2015, Sebha, Libye, mars 2015, Djerba, Tunisie, juin 2015.

[15] Le CGN (élu en juillet 2012) est le rival basé à Tripoli de la Chambre des Représentants (élue en juin 2014) à Tobrouk. Ils prétendent l'un et l'autre être le parlement légitime et ont leurs propres gouvernements. Pour en savoir plus, voir le rapport de Crisis Group, *Libya: Getting Geneva Right*, op. cit.

[16] Le subventionnement de produits est destiné à aider les pauvres, mais peut également créer d'énormes aubaines pour les commerçants protégés politiquement qui profitent de la différence entre le prix subventionné soutenu par les recettes publiques et le cours (mondial) des produits payé par les habitants d'autres pays. De même, les contrebandiers transnationaux peuvent profiter en évitant les taxes et les droits et par une sous-cotation des prix devant être appliquée par les hommes d'affaires respectueux de la loi. Le dirigeant jihadiste Mokhtar Belmokhtar, dit aussi « Mister Marlboro », a été impliqué pendant des années dans la contrebande de cigarettes pour des milliards de dollars. « How cigarette smuggling fuels Africa's Islamist violence », *The Guardian*, 26 janvier 2013.

Des décennies de corruption et de négligence de l'Etat ont ravagé l'économie dans le nord du Nigéria, un pays dont les malversations et le clientélisme sont bien documentés.[17] Malgré les importantes richesses du pays, la plupart des Nigérians sont en effet plus pauvres aujourd'hui qu'au moment de l'indépendance et le secteur agricole est sérieusement affaibli. Dans le nord, comme dans beaucoup d'autres zones périphériques (notamment le milieu périurbain), les gouvernements successifs n'ont pas réussi à assurer la sécurité, le développement économique, l'emploi et les soins de santé. La frustration et l'aliénation à l'égard de l'Etat central sont donc courantes et bon nombre se tournent vers les milices ethniques, les groupes séparatistes et les mouvements religieux pour l'entraide.

Le nord-est, principal champ d'activité de Boko Haram, a l'un des pires taux de pauvreté des six « zones » officielles du Nigéria.[18] Le système d'enseignement public est mal financé et peu performant, les Etats du nord ayant les taux d'alphabétisation les plus faibles du pays.[19] Des millions d'élèves sont envoyés dans les écoles coraniques où ils sont souvent obligés de mendier ou d'accomplir des travaux domestiques pour subvenir à leurs besoins.[20] Le dysfonctionnement de l'Etat a également sapé le pouvoir judiciaire qui a connu une baisse constante de financement ainsi que des allégations de corruption.[21] La radicalisation a été alimentée en partie par un profond sentiment d'injustice. Les extrémistes, notamment Boko Haram, ont exploité la pauvreté endémique de la région et la marginalisation de sa population pour obtenir un soutien, ou tout au moins un assentiment local.

Même au Niger, un pays qui au même titre que le Tchad est relativement stable, le gouvernement s'est battu pour promouvoir la bonne gouvernance et le développement. Le président Mahamadou Issoufou est arrivé au pouvoir en 2011, à la fin d'une transition vers le retour à un régime civil, en promouvant un ambitieux plan de développement, le « Programme de la Renaissance ». Ce plan, qui inclut des réformes attendues depuis longtemps pour améliorer l'éducation et les soins de santé, créer des emplois pour les jeunes, consolider les institutions démocratiques et renforcer la lutte contre la faim, a obtenu du soutien. Mais l'optimisme n'a pas duré longtemps, le gouvernement ayant réorienté ses priorités vers la sécurité et l'élection présidentielle de 2016.[22]

---

[17] Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°216, *Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency*, 3 avril 2014. En 2014, sur un total de 175 pays, le Nigéria occupait la 136e place dans le classement de Transparency International selon l'indice de perception de la « Corruption par pays/territoire : Nigéria », www.transparency.org.

[18] Le Bureau national des statistiques du Nigéria a révélé des niveaux élevés de pauvreté dans le nord-est et le nord-ouest en 2010, « Nigerians living in poverty rise to nearly 61% », BBC (en ligne), 13 février 2012. Voir aussi « Nigeria Unveiled: Thirty six shades of Nigeria », Renaissance Capital, 7 mai 2013.

[19] « Reaching the 2015 Literacy Target, Action Plan: Nigeria », UNESCO, septembre 2012.

[20] Confier les enfants à des enseignants musulmans est une pratique ancienne, en particulier des parents de famille nombreuse. Beaucoup de parents préfèrent en effet confier leurs enfants à des imams qui leur enseignent le Coran et l'arabe plutôt qu'à des écoles de style occidental qui ont, selon eux, des influences « corruptrices ».

[21] « Judgement for sale, NBA raised alarm over cash and carry verdicts, Musdapher [immediate past chief justice] reads riot act to judges », *The Sun*, 20 septembre 2011.

[22] Rapport Afrique de Crisis Group N°208, *Niger: Another Weak Link in the Sahel?*, 19 septembre 2013, p. 2, 17-19. Entretiens de Crisis Group, notamment avec des analystes politiques, Niamey, février 2015. Le Niger a connu quatre coups d'Etat militaires depuis l'indépendance en 1960. Voir aussi un entretien de novembre 2013 avec le représentant de la Banque mondiale au Niger : « Sur un plan purement militaire, l'instabilité de la région (comme celle observée récemment au Mali)

Compte tenu de la localisation du Niger entre le nord instable du Mali, le sud turbulent de la Libye et un Nigéria faisant face à Boko Haram, les autorités sont de plus en plus préoccupées par l'insécurité et le phénomène croissant du terrorisme.[23] Le président a invoqué l'insécurité régionale et une crise alimentaire naissante pour justifier l'augmentation de 52,7 pour cent du budget de 2012, un doublement des dépenses militaires, et des coupes de 40 milliards CFA (près de 60 millions de dollars) dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'éducation.[24]

En dépit de la surveillance des autorités, Boko Haram a établi une présence limitée dans le sud-est, particulièrement le long de la frontière avec le Nigéria. Au début de l'année 2015, après que le Niger lui ait déclaré la guerre, Boko Haram a lancé des attaques conventionnelles et des attentats-suicides sur Diffa mais a été repoussé et chassé par les troupes tchadiennes.

La plupart des conditions socioéconomiques nigériennes ont peu changé depuis l'élection d'Issoufou.[25] Les défaillances de l'Etat sont particulièrement évidentes dans le secteur de l'éducation. La qualité de l'école publique est extrêmement médiocre : jusqu'à 80 pour cent des enseignants ne sont pas formés, les infrastructures restent précaires et les écoles « n'éduquent pas, pas plus qu'elles n'ouvrent la voie à des opportunités d'emploi ».[26] La violence et la discrimination fondées sur le sexe viendraient en outre s'y ajouter. L'Etat insiste sur l'éducation des filles, mais bon nombre de ces dernières seraient « constamment harcelées et souvent victimes de violence sexuelle à l'école et sur le chemin du retour, y compris par les enseignants ».[27] Conjugué aux difficultés économiques, cela a poussé près de 2,1 millions d'entre elles à abandonner l'enseignement public primaire ou secondaire depuis 2008.[28]

Si peu mettent en doute la montée des risques liés aux groupes armés extrémistes, beaucoup croient que mettre l'accent sur la menace jihadiste donne au président et à

s'est traduite par un transfert de ressources qui auraient pu être consacrées au développement économique. Cela a un prix. Les autorités nigériennes l'expliquent en ces termes : « au lieu de donner de la nourriture aux enfants pour améliorer leur état nutritionnel, il a fallu acheter des cartouches et équiper l'armée pour veiller aux frontières du pays ». « Investir dans l'agriculture au Niger pour combattre la pauvreté », Banque mondiale, 1er novembre 2013.

[23] Rapport de Crisis Group, *Niger : un autre maillon faible ?*, op. cit., p. 34-45. Voir aussi le rapport de Crisis Group, *The Boko Haram Insurgency*, op. cit. ; et « ISIL accepts Boko Haram's pledge of allegiance », Al Jazeera English, 12 mars 2015.

[24] « Niger increases budget by 52.7% », Reuters, 1er octobre 2011. La loi budgétaire a été adoptée en avril 2012 et modifiée en mai, lorsque 40,4 milliards de CFA ont été transférés à la défense, Hassane Boukar, « Le budget de la défense double ! », Alternative Espaces Citoyens Niger (www.alternativeniger.org), 7 juin 2012. Voir aussi, « Niger revises 2015 budget higher on defence spending », Reuters, 26 mai 2015.

[25] En 2010, le revenu national brut par habitant du Niger était de 370 dollars ; en 2013 il était de 400 dollars. « Données : Niger », Banque mondiale (data.worldbank.org).

[26] Entretien de Crisis Group, travailleur humanitaire étranger, Niamey, février 2015. En 2011, l'UNESCO a déclaré que le Niger devait augmenter d'environ 11 pour cent d'ici 2015 les dépenses annuelles consacrées à l'éducation primaire pour atteindre ses objectifs de l'Education pour tous. Cela a été fait en 2011-2012 mais pas en 2012-2013. Le pays s'est engagé à allouer 27 pour cent de ses ressources internes à l'éducation d'ici 2015. Les partenaires techniques et financiers locaux ont octroyé 84,2 millions de dollars dans le cadre du Partenariat mondial pour l'Education. L'Unicef continue d'insister pour une augmentation des allocations à l'éducation.

[27] Entretiens de Crisis Group, analystes politiques, politiciens, travailleurs humanitaires étrangers, activistes des droits de la femme, Niamey, février 2015.

[28] Entretien de Crisis Group, travailleur humanitaire étranger, Niamey, février 2015. Programme Sectoriel de l'Education et de la Formation (PSEF), 2014-2024, document de stratégie, République du Niger.

son entourage un prétexte pour resserrer leur emprise à l'approche des élections de 2016.[29] Cela leur a certes permis de détourner les critiques suscitées par l'absence de mise en œuvre du plan Renaissance et de coopter une partie de l'opposition (prétendument parfois par le biais d'incitations financières) ou d'intimider ceux qui refusaient de soutenir la campagne « anti-terreur ».[30] Dans ce contexte, le discours de lutte contre le terrorisme s'est poursuivi de façon incontrôlée.[31] Les Nigériens qui « ne se sentaient pas du tout menacés par le terrorisme le sont désormais après avoir subi un lavage de cerveau », a déclaré un observateur politique de longue date.[32] Le gouvernement serait impliqué dans d'obscurs réseaux, notamment liés au milieu criminel.[33] La campagne militaire contre Boko Haram permettra vraisemblablement d'accroître le budget consacré à la sécurité, qui fait beaucoup moins l'objet de contrôles externes que les fonds de développement.[34]

Alors que l'attention nationale et internationale est tournée vers la lutte contre le terrorisme, le président semble peu pressé de justifier pourquoi le Niger a dépensé en 2014 un peu plus de la moitié seulement de l'aide au développement qu'il avait reçue.[35] L'Etat n'a pas encore mobilisé de ressources importantes pour créer des opportunités pour les jeunes, de plus en plus mécontents. Le nombre d'emplois créés par le secteur privé est faible.[36] La plupart des investissements sont soit des sous-produits du détournement des fonds de l'Etat ou d'entreprises criminelles comme le trafic de produits illicites et la traite d'êtres humains, soit des transactions douteuses menées par la diaspora ou des hommes d'affaires régionaux qui cherchent à profiter du système d'imposition mal géré.[37]

Des défaillances de gouvernance similaires sont manifestes dans tout le Sahel et même amplifiées dans des régions comme le nord du Nigéria et le sud de la Libye, où l'Etat, qui ne s'est jamais fortement implanté, a cédé le contrôle de vastes zones à des

[29] Entretiens de Crisis Group, diplomate occidental, analyste politique, travailleur humanitaire étranger, fonctionnaire, Niamey, février 2015.

[30] Observations et entretiens de Crisis Group, diplomate occidental, politiciens nigériens, journaliste, analystes politiques, Niamey, février 2015 ; et entretiens téléphoniques, France, janvier 2015.

[31] Entretien de Crisis Group, analyste politique, Niamey, février 2015. « L'atmosphère politique s'est totalement dégradée », sous l'effet de la rhétorique anti-terroriste polarisante et des tactiques d'exclusion d'Issoufou vis-à-vis de l'opposition », a déclaré un journaliste. Entretien de Crisis Group, Niamey, février 2015. « Les membres de la petite communauté bourgeoise du Niger peuvent normalement être en désaccord sur des positions politiques durant la journée, mais sont habitués à manger et à faire des affaires ensemble le soir : ce climat se dégrade de plus en plus ». Entretien de Crisis Group, homme d'affaires, Niamey, février 2015.

[32] Entretien de Crisis Group, Niamey, février 2015.

[33] Wolfram Lacher, « Organised Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region », Carnegie Papers, septembre 2012.

[34] Le parlement a révisé le budget annuel pour couvrir l'augmentation des dépenses militaires due aux opérations contre Boko Haram. « Niger revises 2015 budget », Reuters, op. cit.

[35] Il a restitué le reste. Entretien de Crisis Group, diplomate occidental, Niamey, février 2015. « Le budget de l'armée a explosé, tandis que les investissements qui s'imposaient dans les secteurs sociaux sont toujours dilatoires ». Entretien de Crisis Group, observateur de longue date de la politique du Niger, Niamey, février 2015.

[36] Le Niger est classé 168e sur 189 économies pour la « facilité à faire des affaires », et 177e pour la « création d'entreprise ». « Doing Business 2015 », Banque mondiale, 2105. Il est peu probable que des réformes soient entreprises avant les élections de 2016.

[37] Entretiens de Crisis Group, économiste, analyste politique, ancien haut fonctionnaire, anciens fonctionnaires et économiste, Niamey, février 2015.

groupes armés locaux.[38] S'infiltrant dans ces espaces, les réseaux criminels, qui travaillent parfois avec des groupes jihadistes, y ont également pris pied de manière significative.

B. *Périphéries sous-développées*

Pendant des décennies, les gouvernements centraux de la région n'ont prêté que peu d'attention aux périphéries. Ces dernières constituant rarement une menace immédiate ou une base d'influence des politiciens puissants, ils les ont laissé stagner tout en se partageant les bénéfices de la corruption locale.[39] Dans les pays qui redistribuent partiellement les ressources à des régions sous-développées, cela profite souvent aux acteurs locaux influents et aux élites corrompues.[40] Cette situation conduit trop souvent à une hausse de l'insécurité, à la participation de l'élite à des activités illégales et, finalement, à la désaffection vis-à-vis de l'Etat, rendant ces régions vulnérables à l'insurrection et à la manipulation par des acteurs qui alimentent et aggravent les tensions sociales. Les réseaux criminels peuvent ainsi devenir des détenteurs du pouvoir, en entrant dans les institutions publiques ou en les dominant.[41] Dans les cas les plus extrêmes où les autorités publiques sont pratiquement absentes, comme dans le Fezzan libyen[42] et le nord-est du Nigéria, des groupes souvent à la fois criminels et extrémistes émergent de communautés locales et se font concurrence ou collaborent pour acquérir le monopole du pouvoir.

Dans le nord du Nigéria, des décennies de mauvaise gestion publique ont favorisé un profond sentiment d'aliénation. La population, traditionnellement encline au conservatisme religieux et à un sens de l'identité ethnique, a été facilement manipulée par les groupes radicaux. Le groupe le plus violent, Boko Haram, a recouru aux armes et à l'intimidation pour se faire accepter localement, mais a su cultiver un sentiment d'appartenance commune qui s'est substitué à celui qu'aurait du offrir un Etat absent.[43]

[38] Voir les rapports de Crisis Group, *Mali : réformer ou rechuter* et *L'Afrique sans Kadhafi*, op. cit. ; voir aussi C. Raleigh et C. Dowd, « Governance and Conflict in the Sahel's "Ungoverned Space" », *Stability: International Journal of Security and Development*, vol. 2(2), no. 32 (juillet 2013).

[39] Rapports de Crisis Group, *The Boko Haram Insurgency* ; *Mali : éviter l'escalade*, op. cit. Entretien de Crisis Group, sociologue, Lagos, janvier 2015. Le ressentiment a été exprimé par les habitants du sud-est du Niger (en particulier la région de Diffa), du nord-ouest (Tillabery et au-dessus) et les régions au nord d'Agadez. Entretiens de Crisis Group, Niamey, février 2015. La négligence a été une cause profonde des tensions dans le nord du Nigéria. Entretiens de Crisis Group, Abuja, Kano, février 2015.

[40] Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires d'une administration locale, Niamey, février 2015. Voir rapport de Crisis Group, *Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ?*, op. cit., pp. 32-33.

[41] Il en est ainsi dans les périphéries du Niger, comme la région d'Agadez, Tillabery et la bande sud en bordure du Tchad, du Nigéria et du Bénin, où des responsables sont présents mais largement considérés comme étant liés à des réseaux criminels. Entretiens de Crisis Group, Niamey, février 2015, Sebha, mars 2015.

[42] La désintégration post-Kadhafi de l'Etat central a été suivie par l'incapacité de reconstruire et de renforcer les institutions et la présence étatiques. La lutte entre deux parlements et les gouvernements concurrents après juillet 2014 a encore affaibli l'autorité de l'Etat, en particulier dans le sud. Le Fezzan a enregistré une croissance de réseaux criminels concurrents avec des liens régionaux qui ont créé de nouvelles structures de gouvernance.

[43] Rapport Afrique de Crisis Group N°168, *Northern Nigeria: Background to the Conflict*, 20 décembre 2010. Depuis le début des années 1800, il y a eu des tentatives de purifier les pratiques islamiques et, finalement, la sphère publique dans le nord du Nigéria, comme en témoigne le jihad lancé par un prédicateur peul, Shehu Usman Dan Fodio, qui a conduit à la création du califat de Sokoto en 1804.

La fragile loyauté envers l'Etat central est en outre affaiblie dans certaines régions du Sahel central où de nombreux groupes ethniques se trouvent des deux côtés des frontières.[44] Les identités y sont forgées au niveau local plutôt que national et les fréquents mouvements transfrontaliers renforcent la prise de distance vis-à-vis de l'Etat central.[45]

C. *Démographie régionale et jeunesse marginalisée*

La situation démographique des pays sahéliens est en train de changer avec l'urbanisation rapide et l'augmentation importante du nombre de jeunes. La population du Niger a ainsi progressé de 3,9 pour cent en 2014 et devrait doubler en dix-huit ans, une tendance partagée par ses voisins.[46] En 2014, ce pays avait le taux de fécondité le plus élevé du monde, soit une moyenne de près de sept enfants par femme. Le Mali suivait avec un peu plus de six enfants et le Nigéria avec 5,25. La croissance économique de ces pays est déséquilibrée et extrêmement faible.[47] Tout cela crée une dynamique dangereuse. Dans les sociétés « mises à dure épreuve par les tensions liées à la réduction des ressources, où un processus d'urbanisation anarchique a été la seule réaction à la fin des modes de vie traditionnels et où la pauvreté était déjà la norme », la présence d'un nombre remarquablement élevé de jeunes âgés de moins de dix-huit ans (au Niger, autour de 60 pour cent) met à l'épreuve la capacité de l'Etat à absorber les tensions.[48] Plus de la moitié de la population du Nigéria, mais seulement environ 35 pour cent de la population libyenne, a également moins de dix-huit ans.[49]

Les jeunes de la région s'agitent de plus en plus face à la faiblesse de la croissance économique, à l'absence de perspectives d'emplois et à l'étroitesse de l'espace politique.[50] Le mécontentement et la désillusion sont exacerbés par des images numériques facilement disponibles (par le biais des smartphones et de la télévision par satellite)

[44] Entretien de Crisis Group, Niamey, février 2015. Ce sentiment de forte, pour ne pas dire unique identité locale, a été exprimé par la population dans divers endroits. Entretiens de Crisis Group, Abuja et Kano, février 2015 ; Tripoli et Sebha, mars 2015.

[45] C'est le cas de nombreux groupes et identités ethniques transfrontaliers, dont notamment les Touareg, Tebu, Kanuri, Hausa et Awlad Suleiman. Entretiens de Crisis Group, analystes politiques, Niamey et Abuja, février 2015 ; activistes, Sebha, mars 2015.

[46] Les données figurent dans « Analyse de la situation des enfants et des femmes du Niger selon une approche basée sur l'équité et les droits humains », ministère du Plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire, République du Niger, p. 10.

[47] L'augmentation du PIB du Niger a été d'environ 3,6 pour cent en 2013, en baisse par rapport à 11,1 pour cent en 2012. La croissance du Nigéria en 2013 a été de 7,4 pour cent, mais la chute des cours du pétrole brut et la dépendance de la production de pétrole (environ 70 pour cent des recettes de l'Etat) pourraient compromettre la croissance future. Dans les deux pays, plus de 60 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, la situation étant notablement pire dans les périphéries. Voir www.africaneconomicoutlook.org et les données de la Banque mondiale.

[48] Entretien de Crisis Group, sociologue, Lagos, janvier 2015. « Population census 2012 », Niger.

[49] « At a glance: Nigeria » ; « At a glance: Libya », Unicef.

[50] En 2012, il y avait 11,1 millions de jeunes chômeurs nigérians, et le chômage des jeunes augmente. Tunji Akande, « Youth Unemployment in Nigeria: A Situation Analysis », Brookings, 23 septembre 2014. D'après le ministère nigérien de la Formation professionnelle, 1,5 million de jeunes âgés de treize à dix-neuf ans ne sont ni scolarisés ni salariés, et plus de 50 000 diplômés sont au chômage. « Boosting Youth Employment in Niger », Banque mondiale, 11 juin 2013. La Banque mondiale a enregistré 19,6 pour cent de chômage en Libye en 2013.

de prospérité et de développement partout dans le monde.[51] Les gouvernements sont perçus comme réticents ou incapables de subvenir aux besoins et aux aspirations de base.[52] Les voies permettant de jouer un rôle actif satisfaisant dans la société sont fermées et l'ascension sociale est quasi inexistante. « Personne ne semble en mesure de répondre à la recherche d'opportunités des jeunes », a affirmé quelqu'un qui connaît bien la région, « ni leur famille, ni l'Etat, ni les chefs communautaires traditionnels ».[53]

Avec des économies en difficulté incapables d'absorber l'énorme augmentation de la population, les emplois sont rares. Cette situation est en partie imputable à des facteurs structurels, comme les terres arides, la désertification, l'agriculture extensive et traditionnelle et l'absence d'usines. Mais elle est également en grande partie liée à la corruption très répandue ; à la mauvaise utilisation de l'aide et des revenus des industries extractives[54] ; à la faiblesse des infrastructures et à l'incapacité d'offrir des formations techniques.[55] Il en résulte un manque de confiance à l'égard de l'Etat et peu d'empressement individuel et collectif à renforcer la société et les institutions publiques.[56]

Ceux qui en ont les moyens risquent de plus en plus le périlleux voyage vers l'Europe, d'où ils espèrent subvenir aux besoins de leurs familles par l'envoi de fonds.[57] Ces migrants sont des cibles rentables pour les réseaux de passeurs qui sont de connivence avec les institutions publiques, comme au Niger, ou qui fusionnent pour détruire ou remplacer les vestiges d'un Etat qui s'effondre, comme dans le sud de la Libye.[58] Pour ceux qui ne peuvent pas payer les bénéficiaires des vastes réseaux de contrebande, la criminalité violente est souvent une option. Les bandes criminelles offrent en effet aux jeunes le sentiment d'avoir regagné une identité et une sortie, même temporaire, de la pauvreté.[59]

---

[51] Voir par exemple, « Young men in Senegal join migrant wave despite growing prosperity at home », *Wall Street Journal*, 12 juin 2015.

[52] Entretien de Crisis Group, sociologue, Lagos, janvier 2015.

[53] Entretien de Crisis Group, Abuja, février 2015.

[54] Entretiens de Crisis Group, activiste, Kano ; analyste politique, Niamey, février 2015. En 2014, Transparency International a classé le Niger 103e, le Nigéria 136e et la Libye 166e sur 175 pays. « Corruption par pays » (www.transparency.org).

[55] Entretiens de Crisis Group, sociologue, Lagos, janvier 2015 ; analyste politique, Abuja, février 2015 ; observateur politique de longue date du Niger, Niamey, février 2015 ; activistes, Sebha, mars 2015.

[56] Entretien de Crisis Group, journaliste nigérian, Abuja, février 2015.

[57] Selon la Banque mondiale, les envois de fonds vers les pays en développement augmenteraient de 5 pour cent, pour atteindre 435 milliards de dollars en 2014, soit une hausse de 3,4 pour cent par rapport à 2013, et de 4,4 pour cent avec 454 milliards de dollars en 2015. Pour le Nigéria, la Banque mondiale prévoit que les envois de fonds atteindraient près de 21 milliards de dollars en 2014. « Migration et envois de fonds : évolution récente et perspectives. Thème spécial : migration forcée », 6 octobre 2014. En 2012, les transferts de fonds vers le Niger se sont élevés à 122,36 millions de dollars. Kevin Watkins et Maria Quattri, « Lost in intermediation », Overseas Development Institute, avril 2014. Entretiens de Crisis Group également, Lagos et Abuja, février 2015 ; et Niamey, février 2015. Entretien d'un analyste de Crisis Group dans une autre fonction, Rome et Milan, 2013.

[58] Entretiens de Crisis Group, Sebha, mars 2015. Voir aussi « Smuggled Futures: The dangerous path of the migrant from Africa to Europe », The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, mai 2014, en ligne.

[59] Entretiens de Crisis Group, jeunes, Lagos, Kano et Niamey février 2015 ; activistes et notables communautaires, Sebha, mars 2015. Aboubacar Souley, « Etude sur le phénomène de violence en milieu jeunes à Zinder, rapport final », Centre de Recherche Action par la Médiation Sociale (CRAMS), novembre 2012.

Selon un analyste politique de la région, « les jeunes sont une bombe à retardement et soulager leur détresse est primordial dans toute réponse à l'instabilité régionale actuelle ».[60] La marginalisation, la déception et l'aliénation sont visiblement affichées par les jeunes aux coins des rues des capitales, des principales villes et des villages de la région. « Je n'ai pas d'argent, pas de travail, pas d'instruction. Je ne peux ni avoir une maison ni fonder une famille. Je ne crois pas en l'Etat, je ne crois en personne. Je prie Dieu de me laisser voyager ou de me donner une arme pour combattre », déplorait un jeune dans le nord du Nigéria.[61]

Les gouvernements locaux et les institutions et partenaires internationaux semblent conscients de la croissance démographique, mais la mesure dans laquelle ils sont engagés à s'y atteler par des mesures concrètes est moins claire. Un homme politique a dit, « nous n'avons rien vu venir et maintenant nous ne savons pas vraiment quoi faire. Le problème des jeunes n'est pas quelque chose que vous pouvez résoudre à court terme et nous ne disposons pas d'une solution à long terme. Je pense donc que nous allons devoir nous en accommoder ».[62]

Au Niger et dans certaines parties de la région, l'éducation islamique, qu'elle soit traditionnelle ou plus moderne, a gagné en popularité.[63] Si elle n'est pas contrôlée, cette situation pourrait susciter un plus grand engouement pour la version selon laquelle le système d'enseignement public, faible et défaillant, est occidental, inutile et immoral et qu'il devrait donc être détruit.[64] Cette dynamique de désenchantement avait commencé plus tôt dans le nord du Nigéria, permettant ainsi à Boko Haram de gagner du terrain.[65]

La désillusion à l'égard de l'Etat séculier, alimentée par le manque d'éducation et d'emplois, peut mener à la radicalisation susceptible d'être canalisée par des organisations islamistes ou même des groupes jihadistes violents.[66] Comme l'a évoqué un analyste nigérien, parmi les tentations de réagir d'abord militairement,

> il demeure essentiel de comprendre que l'incapacité de l'Etat à éduquer et à offrir des opportunités a tenu à l'écart des franges de la population et qu'une réponse fondée sur la sécurité ne s'attaquera pas aux causes réelles des problèmes, ce qui risque d'accentuer la distance entre l'Etat et la population et de laisser donc plus de place au recrutement jihadiste.[67]

Enrayer l'isolement des jeunes est l'élément clé de la lutte contre l'instabilité de la région, mais il s'agit d'un problème complexe, non spécifique au Sahel, pour lequel il n'y a pas de solutions faciles. Il doit en effet être abordé par une stratégie claire de politiques cohérentes à court, moyen et long terme, dotée de ressources adéquates, un engagement qui fait actuellement défaut. Les politiques de la région pour pro-

[60] Entretien de Crisis Group, Abuja, février 2015.
[61] Entretien de Crisis Group, Kano, février 2015.
[62] Entretien de Crisis Group, politicien, Niamey, février 2015.
[63] Cela s'applique aussi à ceux qui ne sont pas disposés à éprouver de la sympathie pour la propagande de Boko Haram dans le sud du Niger. Entretiens de Crisis Group, politicien, fonctionnaire, analyste politique, diplomate occidental, Niamey, février 2015.
[64] « Beaucoup de jeunes dans le sud du Niger détestent l'Etat et ses institutions … notamment en ce qui concerne l'éducation ». Entretien de Crisis Group, travailleur social, Niamey, février 2015. Souley, op. cit.
[65] Entretien de Crisis Group, analyste politique, Niamey, février 2015.
[66] Entretiens de Crisis Group, jeunes, Abuja, Kano et Niamey, février 2015.
[67] Entretien de Crisis Group, analyste politique, Abuja, février 2015.

mouvoir l'emploi des jeunes et l'inclusion sociale sont encore bien en deçà de ce que requiert la situation. Comme l'a noté la Banque africaine de développement (BAD), dans de nombreux pays, les ministères chargés des questions ayant trait à la jeunesse sont faibles, ont peu de ressources et sont incapables de tirer parti du soutien intersectoriel nécessaire. Les programmes multilatéraux sont également limités.[68] Selon un rapport de 2015 de la Commission du développement international de la Chambre des communes britannique, la pénurie d'emplois pour les jeunes est « reconnue par les bailleurs de fonds, mais il semble que les tentatives pour y remédier manquent d'enthousiasme ».[69]

D. *Radicalisation/salafisation*

Depuis les années 1990, les associations musulmanes jouent un rôle public croissant dans les pays du Sahel. Les organisations salafistes, qui avaient déjà une certaine présence minimale, y ont en effet trouvé un terrain fertile et pris de l'ampleur auprès de sociétés aigries au meilleur des cas par l'absence perceptible de gouvernance, et au pire par la corruption et la prédation des autorités.[70] Souvent appuyés par des fonds acheminés par des pays du Golfe aux organismes de bienfaisance islamiques, ces mouvements ont ouvert des mosquées et des *madrasas*, dont beaucoup offrent une solution de rechange attrayante à l'école publique laïque.[71] Ils ont lentement mais sûrement gagné du terrain, prêché contre l'islam soufi « traditionnel » d'Afrique de l'Ouest présenté comme instaurant « l'innovation blâmable » (*bid'a*) qui ne figure pas dans les écritures (Coran, *sunna* et *hadith*) et complaisant vis-à-vis de la corruption et de la cupidité des élites.[72]

[68] Voir « Accelerating the AfDB's Response to the Youth Unemployment Crisis in Africa », OSHD/EDRE Working Paper, 2012. OSHD est le département du développement humain de la Banque mondiale. EDRE est le département de recherche sur le développement. Dans les pays couverts par le présent rapport, seulement deux programmes sont connus. Au Niger, un programme multilatéral en cours, Développement des compétences pour la croissance, lancé en 2013, vise à former plus de 12 000 bénéficiaires ; au Nigéria, entre 1987 et 2002, le régime national d'apprentissage ouvert (NOAS), financé par l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suède, visant plus de 700 000 jeunes ; il a toutefois été largement critiqué comme étant inefficace. Voir Susanna Adam, « Review of the National Open Apprenticeship Scheme (Nigeria) », Network for international policies and cooperation in education and training (NORRAG), juillet 1993 ; Yusuf Alhaji Hashim, « Examining the Adequacy of National Open Apprenticeship Scheme in Training Youth for Economic Empowerment in Nigeria », *Journal of Business and Management*, vol. 16., no. 10 (octobre 2014), pp. 47-52.

[69] « Jobs and Livelihoods », House of Commons, International Development Committee, 18 mars 2015. www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmintdev/685/685.pdf.

[70] La salafiyya invoque les pères fondateurs de l'Islam, les « pieux ancêtres » (salaf al-Salih, d'où le nom du mouvement), notamment le prophète Mahomet et les quatre premiers califes « bien guidés », Rashidun, de la communauté musulmane originelle dans l'Arabie du septième siècle, afin d'identifier les principes fondamentaux de l'Islam dans leur pureté originelle. Depuis la fin des années 1970, le mouvement salafiste a été étroitement identifié au puritanisme sévère et au fondamentalisme, sur la base de la lecture littérale des Ecritures, de la tradition wahhabite en Arabie saoudite. Rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord de Crisis Group N°37, *Comprendre l'Islamisme*, 2 mars 2005, p. 9-14. Entretien de Crisis Group, spécialiste des groupes islamistes, Niamey, février 2015. Rapport de Crisis Group, *Islamist Terrorism in the Sahel?*, op. cit., p. 5-14. Marchal, op. cit., p. 5-7.

[71] Entretiens de Crisis Group, hommes d'affaires du Sahel et analyste politique, Abou Dhabi, décembre 2014 ; Abuja, février 2015 ; et Niamey, février 2015.

[72] Rapport Moyen-Orient/Afrique de Crisis Group N°37, *Comprendre l'Islamisme*, 2 mars 2005 ; rapports, *The Boko Haram Insurgency*, p. 8, et *Islamist Terrorism in the Sahel?*, p. 7, tous les deux op. cit. ; entretien, analyste politique, Abuja, février 2015.

Ce processus n'est pas unique au Sahel, mais il ne s'agit pas que d'un phénomène importé, malgré le soutien reçu par certains de ces groupes de quelques pays du Golfe. Il est étroitement lié à l'incapacité et/ou à la réticence des institutions publiques et des élites dirigeantes à remédier aux griefs de longue date, au sous-développement et à la corruption.

La propagation des mouvements intégristes et la croissance des groupes islamistes semblent comporter de nombreuses composantes et ne pas être nécessairement coordonnées.[73] Mais ces mouvements et ces groupes transcendent les frontières et ont des objectifs similaires : réaffirmer les identités, les valeurs et les codes de conduite musulmans (souvent contre le soufisme « moins littéral ») et, en s'opposant à l'Etat séculier, sont favorables à l'introduction de la Charia (loi islamique).[74] Cela touche une corde sensible dans la région, en particulier chez les jeunes désabusés, où la piété traditionnelle se mêle à un sentiment encore plus puissant d'aliénation s'étendant de la paysannerie au milieu urbain et aux classes supérieures.[75]

Malgré la montée des mouvements salafistes, et alors que l'islam influe de plus en plus sur le jeu politique, il est rare que les populations aient adopté de manière manifeste les groupes jihadistes armés.[76] Il y a néanmoins des inquiétudes que les acteurs internationaux et acteurs nationaux puissent identifier les groupes islamistes à un jihad violent ou des entités extrémistes, sans preuves solides.[77] Une méconnaissance des distinctions cruciales peut faire perdre la coopération locale.[78] De nombreux sympathisants des mouvements salafistes considèrent déjà la présence des forces « antiterroristes » internationales comme un moyen pour les acteurs occidentaux d'accéder aux ressources locales, tandis que les politiques locales de terreur antijihadistes sont perçues comme une tentative des gouvernements nationaux de museler la dissidence et de réaffirmer le pouvoir.[79] La tentation d'étiqueter les islamistes non violents de jihadistes potentiels risque d'engendrer des prophéties auto-réalisatrices.[80]

Au Niger, cela risquerait de provoquer le chaos dans l'un des rares pays stables de la région et partenaire important de l'Occident dans la lutte contre le terrorisme.[81] La montée de l'idéologie islamiste s'y est fondue avec la dégradation parallèle de toute véritable opposition politique organisée. Sans autres moyens d'exprimer leur mécontentement, les citoyens se tournent de plus en plus vers les groupes islamistes pour

[73] Les pays subsahariens où vit un nombre important de populations chrétiennes connaissent une intense montée parallèle d'intégrisme chrétien.
[74] Entretien de Crisis Group, spécialiste des groupes islamistes, Niamey, février 2015.
[75] Entretien de Crisis Group, analyste politique, Niamey, février 2015. Cela a été signalé dans d'autres entretiens à Abou Dhabi, décembre 2014, et Kano et Abuja, février 2015.
[76] Entretiens de Crisis Group, responsables et analystes arabes et occidentaux, Bruxelles, Rome, Paris, Alger, novembre 2014-mars 2015 ; chefs touareg et Awlad Suleiman, Sebha, Sharara, mars 2015 ; analyste politique, Niamey, février 2015.
[77] Entretien de Crisis Group, responsable public, Niamey, février 2015 ; et entretien d'un analyste de Crisis Group dans le cadre d'une autre fonction, spécialiste du contre-terrorisme, Abidjan, décembre 2013.
[78] Entretiens de Crisis Group, diplomates occidentaux, Dubaï, décembre 2014 ; Abidjan, février 2015.
[79] Entretien de Crisis Group, universitaire musulman, Kano, février 2015. Ce sentiment a été exprimé dans toute la région. Entretiens de Crisis Group, Niamey et Abuja, février 2015 ; Tripoli et Sebha, mars 2015.
[80] Entretien de Crisis Group, analyste politique, Niamey, février 2015. Ce phénomène est évident ailleurs en ce qui concerne les groupes marginalisés ou persécutés. Briefing Europe/Asie centrale de Crisis Group N°72, *Syria Calling: Radicalisation in Central Asia*, 20 janvier 2015.
[81] Entretien de Crisis Group, diplomate occidental, Niamey, février 2015.

canaliser leurs griefs. Le mouvement de réforme Yan Izala à orientation salafiste a organisé des manifestations en janvier 2015, qui ont déclenché des émeutes ayant éclaté dans plusieurs villes, avec des connotations antichrétiennes et anti-françaises dans certains endroits. Ostensiblement provoquées par la visite à Paris du président (avec celle de plusieurs autres dirigeants régionaux et internationaux) pour marcher en solidarité avec la France contre l'attaque terroriste contre l'équipe de *Charlie Hebdo*, ces manifestations ont également été motivées par le ressentiment social et manipulées politiquement.[82]

La présence et l'influence de Boko Haram au Niger ont connu une évolution. Présent depuis 2003 au moins, ce groupe n'est jamais devenu assez fort pour défier les autorités dans les centres urbains du sud-est, grâce en partie à l'accent mis par le gouvernement sur une surveillance accrue et au rôle beaucoup plus important des autorités traditionnelles et des imams, notamment ceux d'autres groupes salafistes, pour prêcher contre son idéologie. Boko Haram a toutefois bénéficié d'une réticence générale à l'attaquer militairement et frontalement ; dès lors, les combattants de Boko Haram fuyaient périodiquement les opérations des forces de sécurité nigérianes pour récupérer au Niger grâce aux frontières mal contrôlées. Cette situation a changé avec la décision du gouvernement début 2015 de participer à l'offensive régionale contre la secte. Les autorités ont également arrêté des centaines de personnes soupçonnées d'être des membres et des sympathisants.[83] Malgré cela, Boko Haram a lancé des attaques périodiques et des attentats-suicides dans les villes et villages nigériens du sud-est. Ces attaques provenaient apparemment pour la plupart du Nigéria et des îles non contrôlées du lac Tchad.

Au Nigéria même, en particulier dans les Etats du nord à majorité musulmane, bien que la Constitution interdise les partis politiques fondés sur des bases religieuses, les politiciens font par exemple fréquemment appel aux identités religieuses pour mobiliser des sympathisants. Depuis l'indépendance, les politiciens du nord ont également plaidé pour la mise en œuvre de la Charia dans leurs provinces et ont réussi, en octobre 1999 dans l'Etat de Zamfara, à étendre la compétence du tribunal de la Charia aux questions pénales. Les Etats de Zamfara, Kano, Kebbi, Katsina, Sokoto, Yobe et Jigara appliquent tous une version modérée de la Charia.

La collusion des élites locales avec un Etat fédéral corrompu a donné un argument solide aux forces islamistes radicales en leur permettant de jouer un rôle de premier plan dans « la purification de la région de tous les péchés qui auraient été apportés par la démocratie ».[84] Selon certaines informations, ces groupes islamistes ont généralement des réseaux économiques parallèles, souvent non contrôlés par les autorités, dotés des ressources et de la capacité à donner des emplois ou des dons aux

[82] « Jama't Izalat al Bid'a Wa Iqamat as Sunna » (la Société pour la suppression de l'innovation et le rétablissement de la sunna), connue sous le nom de « Yan Izala » (ou simplement « Izala », plus courant au Nigéria), est probablement l'exemple le plus pertinent. Il a démarré dans le nord du Nigéria dans les années 1990, puis s'est rapidement répandu au Niger et à l'ensemble de la région. Sa dimension régionale rend aussi les ripostes nationales plus difficiles. Entretiens de Crisis Group, spécialiste des groupes islamistes, Niamey, février 2015 ; journaliste, Abuja, février 2015. Jannik Schritt, « The "Protests against Charlie Hebdo" in Niger: A background analysis », *Africa Spectrum*, vol. 20, no. 1 (2015), p. 49-64. La présence du président Ibrahim Boubacar Keita n'a pas déclenché d'émeutes au Mali.

[83] Voir, par exemple, « Niger police arrest 160 suspected Boko Haram militants », CNN, 17 février 2015.

[84] Entretien de Crisis Group, dignitaire musulman, Kano, février 2015.

nécessiteux, même s'il est difficile d'obtenir des données précises.[85] Le plus spectaculaire est que, jusqu'à une période récente, Boko Haram avait sous son contrôle effectif quatorze des 27 circonscriptions locales dans le nord de l'Etat de Borno. Cependant, au début de 2015, les autorités ont repris la majeure partie de ces territoires avec l'aide de troupes des pays voisins, et ce même si Boko Haram continue à déstabiliser certaines parties du nord du Nigéria et du Cameroun, ainsi que le sud-est du Tchad.

Après la chute de Kadhafi, le sentiment était largement répandu que l'islam, en particulier salafiste, imprégnait de plus en plus la politique de la Libye. Cela est dû en partie à la réticence ou à l'incapacité apparente du gouvernement à résister à des groupes ouvertement islamistes ou liés à des groupes et milices islamistes. La décision du CGN à reconnaître la Chambre d'opérations des révolutionnaires[86] liée à un certain nombre de groupes sous la houlette de dirigeants islamistes, a été considérée par beaucoup comme une preuve de la mainmise islamiste. Ces impressions ont été renforcées par l'échec à endiguer la destruction de sanctuaires et sites soufis à travers la Libye, y compris dans le centre de Tripoli, ainsi que par la décision de ne pas contrer résolument les milices ou groupes radicaux de la mouvance salafiste comme Ansar al-Charia.

La domination islamiste perçue sur le CGN a permis de polariser le mécontentement de l'opinion publique face à la dégradation de la sécurité et à l'incapacité de l'Etat à fournir des services de base, suscitant des appels à sa révocation et à l'élection éventuelle de la Chambre des représentants en juin 2014. La lutte actuelle pour le contrôle politique et économique entre cette Chambre et le CGN a été décrite par beaucoup comme une lutte entre islamistes et anti-islamistes, et ce même si la réalité est plus complexe. La polarisation des principaux camps en fonction des clivages idéologiques, ethniques et provinciaux a fondamentalement permis aux groupes islamistes radicaux, y compris à l'Etat islamique (EI), de prospérer au cours des derniers mois.[87]

La mesure dans laquelle les jihadistes sont actifs dans le sud-ouest de la Libye est floue. Des responsables des renseignements arabes et occidentaux et des analystes signalent la présence de cinq « camps d'entraînement » jihadistes dans les zones frontalières entre l'Algérie et la Libye et pensent qu'al-Murabitoun, un groupe dirigé par l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, s'y trouve également.[88] Ils indiquent que la ville d'Obari est une plaque tournante jihadiste, mais les habitants ont nié ce fait.

[85] Entretien de Crisis Group, analyste politique, Niamey, février 2015.

[86] La Chambre d'opérations des révolutionnaires est une organisation faîtière de groupes armés de mouvance islamiste qui se considèrent comme les défenseurs du pays contre les forces contre-révolutionnaires. Elle a été officiellement reconnue en août 2013 par le président Nuri Abu Sahmein du CGN, qui lui a alloué environ 900 millions de dinars libyens (équivalant alors à 706 millions de dollars) pour sécuriser Tripoli et Benghazi. Ses membres ont été impliqués dans l'enlèvement en octobre 2013 du Premier ministre de l'époque, Ali Zeidan, et se sont ralliés au cours de l'été 2014 pour frapper les brigades de Zintani à Tripoli et les groupes armés dirigés par le général Khalifa Haftar à Benghazi, tous deux considérés comme contre-révolutionnaires par la Chambre d'opérations des révolutionnaires.

[87] Rapport de Crisis Group, *Libya: Getting Geneva Right*, op. cit.

[88] Il aurait été tué dans une frappe aérienne américaine dans la ville d'Ajdabiya dans l'est de la Libye. « Mokhtar Belmokhtar: Top Islamist "killed" in US strike », BBC, 15 juin 2015.

III. De nouvelles formes de gouvernance

Dans les périphéries sous-développées de nombreux pays du Sahel, l'Etat central est peu présent, voire pas du tout. La vie quotidienne est souvent régie de manière informelle construite autour de coutumes tribales ou locales. Il est ainsi plus facile pour les réseaux jihadistes ou criminels de s'implanter et de se rallier aux structures du pouvoir, aux préoccupations et aux conflits locaux. Ainsi par exemple, selon certaines sources, le chef jihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar aurait établi une présence sécuritaire dans la région en épousant quatre femmes des communautés arabes et touareg locales, en parlant les dialectes locaux et en partageant certains de ses revenus lucratifs (tirés de la contrebande et de l'enlèvement d'Occidentaux) avec les populations locales.[89] Toutefois, les jihadistes ne sont que l'un des nombreux groupes qui se livrent à des activités illicites en exploitant la faiblesse ou l'absence de l'Etat.[90]

A. *« Des espaces non gouvernés » ?*

Le terme « espaces non gouvernés » est le plus souvent utilisé dans des discussions sur les menaces à la sécurité mondiale, la lutte contre le terrorisme et les Etats « fragiles » ou « faillis ». Il fait à la fois référence à une zone géographique et à « l'absence de souveraineté et de contrôle véritables de l'Etat ».[91] Toutefois, il ne traduit pas les multiples façons, qui se chevauchent parfois, dont ces espaces sont effectivement administrés, même si c'est rarement par des institutions étatiques westphaliennes.[92]

Même dans les zones périphériques où la présence et les services de l'Etat sont rares, voire inexistants, les entités locales assurent la gestion quotidienne.[93] Ces structures tribales et communautaires sont toutefois relativement faibles, plus vulnérables à la pénétration et parfois dépassées par des réseaux illicites. Dans le Sahel central, des réseaux illicites, des insurgés locaux et, dans une moindre mesure, des groupes jihadistes ont institué leurs propres systèmes de gouvernance qui se chevauchent, là où l'Etat est faible ou absent. Ils travaillent parfois côte à côte, comme dans le Fezzan ; ils remplacent les institutions locales dans certains cas. Dans la région Libye-Tchad-Niger, les criminels se sont alliés aux Tebu pour dominer la traite transfrontalière de personnes et contrôler une bonne part du transit de produits illicites (surtout de la drogue et des cigarettes) vers la Libye, ainsi que l'exportation de produits subventionnés comme le carburant et les denrées alimentaires.[94] Dans le nord-est du Nigéria, Boko Haram a remplacé les autorités locales faibles par ses propres dirigeants.[95]

---

[89] « Profile: Mokhtar Belmokhtar », BBC, 15 juin 2015; Andrew Black, « Mokhtar Belmokhtar: The Algerian Jihad's Southern Amir », Jamestown Foundation, 8 mai 2009.
[90] Entretiens de Crisis Group, analyste politique, Lagos, janvier 2015 ; contrebandier, Niamey, février 2015 ; et notables communautaires et activistes, Tripoli et Sebha, mars 2015.
[91] Raleigh et Dowd, op. cit., p. 1.
[92] Voir Yvan Guichaoua, « Mali: the fallacy of ungoverned spaces », University of East Anglia, Dev Blog, (http://bit.ly/1b6pk1A), 12 février 2013.
[93] K. Menkhaus, « State Failure and Ungoverned Space », in Mats Berdal et Achin Wennmann (eds.), *Ending Wars, Consolidating Peace: Economic Perspectives* (Abingdon, 2010), p. 182.
[94] Entretien de Crisis Group, commandant militaire, Sebha, mars 2015.
[95] Boko Haram a congédié des dirigeants locaux comme infidèles. Son chef, Shekau, a nommé un émir (dirigeant) pour gérer les affaires à partir du siège du gouvernement local avec l'aide de ses commandants et sous-commandants sur le terrain. Entretien téléphonique de Crisis Group, rési-

Considérer la région comme totalement non gouvernée peut inspirer des politiques qui invitent à une approche de priorité militaire face aux carences de l'Etat.[96] Des doutes légitimes existent quant à la sécurité et à la capacité des groupes jihadistes à exploiter l'absence de l'Etat dans les périphéries sous-développées, mais les politiques devraient être fondées sur une bonne compréhension de ces régions et les causes profondes de leurs conflits locaux.

B. *Les réseaux criminels : une affaire de connivence ?*

Les réseaux criminels utilisent les frontières poreuses du Sahel et la faiblesse de la gouvernance pour se livrer au trafic de produits licites (cigarettes, pétrole et denrées alimentaires subventionnés en provenance de Libye, ainsi que des pièces de véhicules) et illicites (armes, drogues et êtres humains). Les mêmes convois peuvent transporter les deux et les commerçants locaux saisissent mal la distinction entre contrebande et trafic.[97] Au Niger, devenu désormais un pays de transit clé, il existe un lien grandissant entre la classe dirigeante et ceux qui contrôlent les activités criminelles et itinéraires de contrebande. Les institutions publiques ont été minées par collusion avec les réseaux criminels.[98] Le nord-est est désormais le principal couloir de transit de la contrebande et du commerce illicite entre l'Afrique sub-saharienne et l'Afrique du Nord et vers l'Europe.[99]

En revanche, au sud de la Libye, les institutions étatiques du Niger, bien qu'elles soient faibles dans de nombreux cas, exercent un certain contrôle dans les zones périphériques. Sur la route reliant la plaque tournante d'Agadez (la plus grande ville dans le nord du Niger) à Madama, la ville la plus septentrionale, la présence de l'Etat et de l'armée est visible, mais la traite d'êtres humains et le trafic (licite et illicite) dominent.[100] Les représentants de l'Etat peuvent gagner bien plus que leurs salaires en fermant les yeux et beaucoup sont peu motivés pour réduire la criminalité transnationale ; certains seraient même profondément impliqués.[101]

dent de Bama (capturé en septembre 2014 et repris par les troupes nigérianes en mars 2015), octobre 2014.

[96] Raleigh and Dowd, op. cit., p. 1.

[97] Entretien de Crisis Group, contrebandier, Tripoli, mars 2015.

[98] Entretiens de Crisis Group, analystes politiques, politicien, observateur de longue date de la politique du Niger, journaliste, Niamey, Abuja, février 2015. Le problème n'est pas unique au Niger ; Wolfram Lacher, « Challenging the Myth of the Drug-Terror Nexus in the Sahel », Commission on the Impact of Drug Trafficking on Security, Governance and Development in West Africa, août 2013.

[99] L'armée française dit avoir saisi 1,5 tonne de drogues et une cache d'armes dans un convoi de militants dans le désert au nord-est du Niger. « Sahara desert gun battle yields drugs haul, says France », BBC, 19 mai 2015. « Criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest : Une évaluation des menaces ». Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), février 2013. Le 12 mai, le Niger a adopté une loi conte le trafic de migrants dans l'Agadez.

[100] Entretiens de Crisis Group, responsables publics, Niamey, février 2015 ; contrebandier, Tripoli, mars 2015. « The role of organized crime in the smuggling of migrants from West Africa to the European Union », ONUDC, 2011.

[101] Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires, politicien, analystes politiques, journalistes, Niamey, février 2015. « Les migrants aussi bien que les chercheurs universitaires ont avancé que des fonctionnaires à partir d'Agadez en direction du nord sollicitent ouvertement et régulièrement des pots-de-vin. … Beaucoup de migrants subsahariens ayant séjourné en Afrique du Nord rendent compte de bastonnades, d'emprisonnements et de perception de pots-de-vin par les agents de police et de complicité entre les responsables et les passeurs au point que les migrants peuvent même être " vendus" des uns aux autres. … Les relations entre les migrants clandestins, les commerçants locaux

Le sud du Niger, frontalier du Nigéria, est une voie de transit majeure pour les marchandises en provenance du Nigéria, du Bénin et d'autres pays du Golfe de Guinée, ainsi que pour les produits agricoles et d'élevage acheminés vers le sud.[102] Le gouvernement est très présent, avec des autorités locales dans plusieurs districts et des agents de sécurité et des douaniers aux frontières.[103] Il est toutefois difficile de contrôler les frontières et les recettes fiscales des activités d'importation et d'exportation, car les agents des douanes contournent dans une certaine mesure les procédures administratives et juridiques habituelles.[104] En agissant de connivence avec les délinquants pour éviter les taxes douanières, ils peuvent également s'impliquer auprès des principaux réseaux transnationaux de contrebande.[105] Ces dynamiques montrent comment l'Etat perd du terrain dans les périphéries face aux réseaux criminels dont la portée peut s'étendre jusqu'au centre si rien n'est fait.[106]

Les réseaux criminels transnationaux se sont également solidement implantés dans le Fezzan libyen. Après Kadhafi, ils ont remplacé les réseaux de patronage contrôlés par l'Etat et sont devenus une source importante du pouvoir et de l'entreprise économique, notamment des emplois locaux. Les alliances ont été perturbées et les comptes réglés tandis que la lutte pour les itinéraires de contrebande lucratif était ravivée.[107] Pas un seul réseau n'a encore été en mesure de dominer, de sorte que les criminels et les groupes tribaux affiliés ont pu s'allier à différentes milices dans le nord et à des groupes armés et acteurs tribaux dans l'ensemble du Sahel.[108] Les Tebu, qui ont de solides liens de parenté dans toute la région Libye-Tchad-Niger, dominent la traite transfrontalière d'êtres humains et contrôlent une partie importante du transit illicite de marchandises (surtout des drogues et des cigarettes) en Libye, ainsi que l'exportation de produits subventionnés comme le carburant et la nourriture.[109] Ils

et les autorités se sont ancrées jusqu'à prendre une dimension stratégique ». « The role of organized crime », UNODC, op. cit., p. 50-51.

[102] Entretiens de Crisis Group, anciens fonctionnaires, Niamey, février 2015. Le sud possède la plupart des terres fertiles du pays, et contrairement au nord, il est densément peuplé. Il y a également un commerce prospère de la pêche entre le bassin du lac Tchad et le fleuve Komadougou-Yobé qui s'écoule le long de la partie est de la frontière.

[103] Entretiens de Crisis Group, homme d'affaires, officier de l'armée, Niamey, février 2015.

[104] Observations et entretien de Crisis Group, ancien fonctionnaire, Niamey, février 2015.

[105] Entretiens de Crisis Group, fonctionnaire, travailleur humanitaire, analyste politique et diplomate occidental, Niamey, février 2015. Pour une analyse détaillée du réseau de contrebande au Niger, voir « Insight – Graft stalls Niger's bid to end migrant route to Europe », Reuters, 19 juin 2015.

[106] Des entreprises criminelles auraient été en mesure de blanchir de l'argent, en raison du contrôle des leviers nigériens du pouvoir. Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires, Niamey, février 2015.

[107] Les Touareg et les Tebu sont alliés depuis des décennies dans le sud de la Libye. Après Kadhafi, la marge de manœuvre s'est élargie pour les entreprises et les intérêts sur les itinéraires de contrebande. Cela a conduit à la fin de leur alliance et à leur repositionnement vis-à-vis d'autres groupes, comme Awlad Suleiman et Kadhafa, et à des renversements d'alliance avec des groupes dans le nord, comme les brigades Misrata et Zintan, pour contrôler les itinéraires de contrebande. Entretiens de Crisis Group, chefs communautaires, Tripoli et Sebha, mars 2015.

[108] La majorité des dirigeants touareg et Awlad Suleiman (une tribu arabe) se sont alliés aux miliciens de Misrata qui dominent le nord-ouest, le parlement et le gouvernement basés à Tripoli ; la plupart des dirigeants tebu se sont alignés sur Zintan et d'autres milices qui soutiennent le parlement basé à Tobrouk reconnu par la communauté internationale. Les motivations sont diverses, comme par exemple des liens personnels avec des personnalités haut placées des deux blocs et la perspective d'avantages économiques et militaires contre les rivaux locaux.

[109] Entretien de Crisis Group, commandant militaire, Sebha, mars 2015. Le rôle central des Tebu dans le passage de migrants clandestins a été renforcé par leurs chefs communautaires, ainsi que

décrivent les rivaux touareg comme des jihadistes et eux-mêmes comme anti-jihadistes, même si leur principale motivation semble être le contrôle du territoire, des ressources, des entreprises et des itinéraires de contrebande. Ils semblent également bénéficier du soutien transfrontalier des combattants tchadiens, apparemment avec l'aide discrète présumée de certaines autorités tchadiennes.[110]

C. *Les nouvelles routes des caravanes*

Le commerce à longue distance des caravanes de transport de marchandises entre la Méditerranée et l'Afrique de l'Ouest, était le moteur économique du Sahel, mais il s'est lentement effondré au dix-neuvième siècle, gêné par la création des frontières nationales et par l'accès plus facile aux ports de l'Afrique de l'Ouest. Les itinéraires ont cependant survécu, suivis en partie pour le transit des produits licites et illicites.[111] Les conflits prolongés et la fin de la Libye de Kadhafi comme puissance régionale en mesure d'exercer un certain contrôle sur les réseaux criminels ont permis au commerce illicite de prospérer. Les combats pour leur contrôle sont de plus en plus visibles.

La plupart des migrants, fuyant la guerre ou la répression et souhaitant parfois plus de liberté, de mobilité sociale et d'emploi, paient le transport pour traverser illégalement les frontières et atteindre les côtes sud de la Méditerranée. Les réseaux criminels disposent des compétences et des contacts pour transformer rapidement l'exode en une affaire très lucrative.[112] Les routes ne sont pas dominées par un groupe spécifique et ne sont pas exclusives aux grands réseaux criminels transnationaux. Au contraire, comme l'a observé un passeur reconnu, « presque tout le monde dans la région se livre à la contrebande ».[113] Les produits comprennent des drogues (cocaïne, haschich, héroïne et méthamphétamines), des cigarettes de contrebande et des migrants sub-sahariens et sahéliens se rendant en Libye puis en Europe, ainsi que du carburant libyen subventionné et des denrées alimentaires, des véhicules et des pièces de rechange et des armes acheminés vers le sud.[114] Il est fréquent qu'aucune distinction ne soit faite localement entre les produits licites et illicites.[115]

par des contrebandiers, des notables communautaires, des commerçants et des miliciens. Entretiens de Crisis Group, Libye, mars 2015.

[110] Entretiens de Crisis Group, Sebha, Sharara et Tripoli, mars 2015. Des allégations similaires avaient été faites à Niamey, février 2015. Les Tebu libyens nient la présence de combattants tchadiens dans leurs rangs ou que les autorités tchadiennes soient en aucune façon de connivence avec eux. Entretien téléphonique de Crisis Group, activiste tebu, Dubaï, mars 2015. Un analyste a affirmé que les autorités tchadiennes veulent endiguer le flux de jeunes tchadiens vers le sud de la Libye, « parce qu'ils étaient inquiets que les Tchadiens qui se joignent à des bandes armées en Libye puissent constituer à terme une menace pour [eux] ». Entretien téléphonique de Crisis Group, mars 2015.

[111] Lacher, « Organised Crime », op. cit. Pour le contexte, voir Judith Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara: Regional Connectivity in the Twentieth Century* (Cambridge, 2012).

[112] Pour un exemple de la façon dont la politique, la criminalité et la migration se mêlent, voir le briefing Afrique de Crisis Group N°100, *Eritrea: Ending The Exodus?*, 8 août 2014, p. 6-8.

[113] Entretien de Crisis Group, contrebandier, Tripoli, mars 2015 ; Lacher, « Organised Crime », op. cit.

[114] Entretiens de Crisis Group, Tripoli et Sebha, mars 2015. Ces informations ont été confirmées dans des entretiens avec des contrebandiers, des hommes d'affaires et d'anciens fonctionnaires en poste dans le nord du Niger et à Niamey, ainsi que des hommes d'affaires à Abuja et Kano, février 2015.

[115] Entretien de Crisis Group, notable communautaire, Sebha, mars 2015 ; Lacher, « Organised Crime », op. cit., p. 4.

Les groupes jihadistes opèrent sur ces routes, bénéficiant parfois d'arrangements financiers avec des criminels locaux qui assurent la sécurité des convois de valeur.[116] Cependant, contrairement aux descriptions fréquentes, le rôle des jihadistes dans les entreprises criminelles paraît limité jusqu'à présent. Le fait le plus frappant est le rôle des réseaux criminels en phase avec les élites locales au pouvoir et les déclarations intéressées des groupes locaux qui agissent au nom de la lutte antiterroriste (les Tebu en sont un exemple évident). Ce sont avant tout ces groupes qui, profitant de la corruption officielle et de l'absence d'institutions publiques, sapent les tentatives de renforcement de l'Etat et de ses services dans ces zones périphériques.

L'argent issu de la contrebande transfrontalière peut rapidement ébranler toute volonté des détenteurs de pouvoirs locaux de renverser la situation, en augmentant les obstacles au développement d'un Etat ou au renforcement des institutions chancelantes de ces régions.[117] Il est en effet plus rentable pour les patrons du crime et les barons locaux de maintenir des systèmes de gouvernance informels qui permettent aux communautés locales de survivre, mais pas de prospérer.[118]

[116] Entretiens de Crisis Group, homme d'affaires de la région, Dubaï, décembre 2014 ; homme d'affaires, Niamey, février 2015 ; et contrebandier, Tripoli, mars 2015.

[117] Entretien de Crisis Group, homme d'affaires, Niamey, février 2015 ; notable communautaire, Sebha, mars 2015.

[118] « Tant que les Arabes continuent à se battre entre eux, c'est une bonne chose pour nous. Nous pouvons continuer à consolider notre base. Nous savons que lorsque les tribus arabes cesseront de se battre entre elles, elles seront alors unies pour se battre contre nous ». Entretien de Crisis Group, dirigeant de milice tebu, Tunis, février 2015.

IV. Réactions politiques

A. *Intérêts mondiaux pour le Sahel central*

L'intérêt mondial à l'égard du Sahel est en hausse. Les richesses minières, la présence faible ou inexistante de l'Etat et l'existence de réseaux criminels et de groupes jihadistes aux liens transnationaux attirent de plus en plus l'attention de l'Occident et des pays du Golfe, en particulier le Qatar. L'Europe est aussi extrêmement préoccupée par l'augmentation massive de l'immigration clandestine en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient.[119]

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé en avril 2015 un projet pilote conjoint avec la Commission européenne (CE) et l'Italie pour dissuader les migrants en route vers l'Europe. L'Italie, qui dirige le projet, déploiera des « équipes itinérantes de spécialistes … selon des itinéraires migratoires connus au Niger pour les intercepter avant leur arrivée sur la côte nord-africaine et l'Europe ». D'après un responsable de la CE, le projet, qui sera lancé en été, créerait d'abord des « centres d'accueil au Niger … afin de simplifier les opérations de dépistage et de retour volontaire des migrants ainsi que l'identification des personnes ayant besoin d'une protection ».[120]

L'ONU et l'Union européenne (UE) ont lancé diverses initiatives basées au Sahel. L'UE met ainsi en œuvre sans grand succès depuis 2011, une stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel, fondée sur l'hypothèse que « le développement et la sécurité se renforcent mutuellement et que les problèmes rencontrés au Sahel nécessitent une réponse régionale ».[121] La stratégie intégrée de l'ONU pour le Sahel comprend des programmes d'action humanitaire et de développement et un « Groupe

[119] A la date du 11 juin, 56 986 migrants avaient débarqué en Italie en 2015. En Méditerranée centrale (au départ de la Libye), les Erythréens sont les plus nombreux tandis que le nombre de Syriens est en baisse. Les cinq principaux pays d'origine étaient ouest-africains, mais dans des nombres bien moins importants. En 2014, le total des arrivées de Maliens, Nigérians et Gambiens était inférieur à la moitié de celles des Syriens et des Erythréens. 76 pour cent de ceux ayant atteint l'Italie en 2014 provenaient de Syrie, d'Erythrée, des territoires palestiniens occupés et de Somalie. Pour 2015, les Erythréens représentent jusqu'ici de loin la plus grande part des arrivées (23 pour cent). Brian, « Eastern Mediterranean: dramatic increase in migrant flows », op. cit. Voir aussi, « What's behind the surge in refugees crossing the Mediterranean sea », *The New York Times*, 21 mai 2015.

[120] « Expert teams in to steer migrants home », EU Observer, 21 avril 2015.

[121] L'initiative de l'UE met l'accent sur 1) le développement, la bonne gouvernance et la résolution des conflits internes ; 2) la politique et la diplomatie ; 3) la sécurité et l'Etat de droit ; et 4) l'opposition à l'extrémisme violent. En 2013, l'UE a créé la fonction de Représentant spécial pour le Sahel et annoncé pour 2014-2020 près de 5 milliards d'euros d'aide bilatérale, dont 1,15 milliard d'euros pour les programmes régionaux. En mars 2014, elle a élargi la stratégie au Burkina Faso et au Tchad, tout en intensifiant les activités au Mali, en Mauritanie et au Niger et en reconnaissant les liens solides pour la stabilité en Libye. Dans le cadre de cette stratégie, elle a créé une mission civile de Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) au Niger, avec un budget de 9,2 millions d'euros pour 2014-2015, visant à améliorer les forces de sécurité pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé ; et a déployé deux missions PSDC au Mali : formation militaire et formation civile pour conseiller et former la police, la gendarmerie et la garde nationale. Le 13 mai, l'UE a annoncé un élargissement de son programme de renforcement des capacités, la mission civile « EUCAP Sahel Niger », pour aider les autorités à prévenir l'immigration clandestine et à lutter contre les crimes qui y sont liés. L'UE contribue également aux efforts de lutte contre la corruption au Niger, au Burkina Faso et au Mali à l'aide de fonds du onzième Fonds européen de développement (FED) et de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP) pour instaurer l'Etat de droit et combattre la corruption.

des Cinq pour le Sahel » réunissant des dirigeants de la région pour établir le développement et la sécurité.[122] Mais ces stratégies mobilisent peu d'attention sur le terrain et sont écartées par les observateurs locaux et internationaux au mieux comme de « beaux [mais], inefficaces bouts de papier ».[123] Leur mise en œuvre devrait être renforcée et de préférence élargie par une présence accrue sur le terrain et une plus grande concertation avec les communautés locales.

Les interventions militaires de la France et, dans une moindre mesure, des Etats-Unis, ont cherché à endiguer une menace jihadiste croissante.[124] Lorsque des groupes islamistes s'étaient emparés du nord du Mali en 2012, un déploiement rapide et bien préparé de l'armée française (opération Serval) en janvier 2013 avait mis fin à l'offensive islamiste et expulsé les forces d'al-Qaeda au Maghreb (AQMI).[125] La France a lancé en 2014 l'opération Barkhane, une force de lutte contre le terrorisme composée de 3 000 hommes siégeant à N'Djaména, la capitale tchadienne, et qui compte des troupes au Tchad, au Niger, au Burkina Faso, au Mali et en Mauritanie. Serval était une mission de courte durée ; mais Barkhane, même si elle ne comprend ni élément civil ni composante visant le renforcement de l'Etat, devrait durer beaucoup plus longtemps et pourrait évoluer vers un dispositif de sécurité permanent.[126]

Les Etats-Unis ont été moins visibles, mais la région constitue l'une de leurs principales préoccupations en matière de lutte antiterroriste. En 2005, ils ont créé le Partenariat transsaharien contre le terrorisme (TSCTP), dirigé par le Département d'Etat américain, afin d'améliorer la capacité des gouvernements de la région à lutter contre la montée de l'extrémisme.[127] Suite à l'attaque de septembre 2012 de son consulat à Benghazi, Washington a dépêché environ 800 marines dans le sud de l'Espagne, dans une base aérienne en Sicile et des bases de drones à Agadez et à N'Djaména à sa force de réaction à la crise.[128]

La présence militaire occidentale ayant augmenté, il en a été de même pour la croyance locale selon laquelle cette présence est liée à un intérêt croissant pour les richesses en uranium, en or et en hydrocarbures de la région, ainsi que pour le commerce des armes.[129] L'histoire de la France dans la région, notamment ses relations parfois difficiles avec l'Algérie, l'enlèvement de ses ressortissants et la fusillade d'expatriés en mars 2015 dans un bar populaire à Bamako (un Français, un Belge et trois

[122] « Rapport du Secrétaire général sur la situation dans la région du Sahel », Conseil de sécurité, Nations unies, S/2013/354, 14 juin 2013.
[123] Entretiens de Crisis Group, analystes politiques, Niamey, Abuja, Paris, mars-avril 2015.
[124] Parmi les groupes jihadistes actifs dans l'ensemble du Sahel figurent notamment Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), un groupe dissident d'AQMI qui a fait son entrée en octobre 2011 ; les deux chercheraient à s'allier à l'EI, comme semble l'avoir fait Boko Haram.
[125] Sur la crise malienne de 2012-2013, voir les rapports de Crisis Group, *Mali : éviter l'escalade*, et *Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur*, op. cit.
[126] Richard Reeve et Zoë Pelter, « From New Frontier to New Normal: Counter-Terrorism Operations in the Sahel-Sahara », Oxford Research Group, août 2014.
[127] Voir Lesley Anne Warner, « The Trans Sahara Counter Terrorism Partnership: Building Partner Capacity to Counter Terrorism and Violent Extremism », CNA Corporation, mars 2014.
[128] Reeve et Pelter, « From New Frontier to New Normal », op. cit.
[129] Entretien de Crisis Group, responsable public, Niamey, février 2015. Cette conviction est reprise dans de nombreux entretiens, notamment par un analyste, Dubaï, décembre 2014 ; analyste politique, Abuja, février 2015 ; politicien, Niamey, février 2015 ; et militants et notables communautaires, Tripoli et Sebha, mars 2015.

Maliens auraient été tués) peuvent expliquent en partie sa position.[130] Mais la France a aussi d'autres implications, surtout avec les mines d'uranium nigériennes qui fournissent 30 pour cent de ses besoins en énergie nucléaire et que vise une concurrence internationale croissante, notamment de la Chine.[131] De même, le Sahel offre aux Européens, et de plus en plus aux pays asiatiques, des opportunités pour des accords d'armement, comme la vente très lucrative d'avions de combat français.[132]

Le soupçon d'un programme caché alimente l'hostilité envers l'Occident qui est exacerbée par le soutien continu inconditionnel (notamment financier) de ce dernier à des gouvernements qui ont perdu toute légitimité aux yeux de certains habitants. Les gouvernements occidentaux ont soutenu le Niger, le considérant à la fois comme un îlot de stabilité et un autre maillon faible éventuel du Sahel. Outre le fait de financer les efforts de lutte du Niger contre le terrorisme, ils ont de plus en plus lié leurs initiatives de développement dans ce pays à leurs préoccupations plus vastes en matière de sécurité de la région.[133]

La suspicion entourant les intérêts étrangers se mêle dans certains cercles à l'inquiétude au sujet du Tchad.[134] La Libye et le Nigéria ont des histoires litigieuses avec N'Djaména et se méfient de ses ambitions.[135] La hausse significative de sa production de pétrole depuis 2003 a permis au président Idriss Déby de construire l'une des armées les plus grandes et les mieux formées et équipées du Sahel. Cette méfiance a été renforcée en janvier 2015 par l'intervention du Tchad (apparemment à la demande du Nigéria) contre Boko Haram.[136] Par ailleurs, le Tchad encouragerait tacitement les Tebu, dont les relations sont tendues avec Déby et qui ont des liens communautaires transfrontaliers, à aller dans le sud de la Libye riche en ressources.[137] Néanmoins, les

[130] Entretien de Crisis Group, spécialiste en sécurité travaillant sur les interventions françaises et américaines dans le Sahel et le Sahara, Londres, 4 mars 2015. L'Algérie considère la politique française au Sahel avec une certaine méfiance, et ce bien qu'elle ait collaboré avec l'opération Serval. L'action de la France concernant la chute de Kadhafi est perçue comme irresponsable. Les responsables algériens disent que la France a autorisé les Touareg pro-Kadhafi à s'échapper avec leurs armes avec des conséquences pour le nord du Mali, et se sont opposés à d'autres opérations militaires dans le sud du Mali recommandées par certains responsables français en 2014. Entretien de Crisis Group, Alger, décembre 2014.

[131] Reeve et Pelter, « From New Frontier to New Normal », op. cit.

[132] Entretien de Crisis Group, expert en sécurité, Londres, 4 mars 2015.

[133] Entretien de Crisis Group, diplomate occidental, Niamey, février 2015 ; ainsi que le rapport de Crisis Group, *Niger: Another Weak Link?*, op. cit.

[134] En 2014, le Tchad a été 155e sur 175 pays dans l'Indice de perception de la corruption de Transparency International (en ligne). Il possède du pétrole, mais, comme indiqué ci-dessus, est faiblement classé par l'indice de développement du PNUD.

[135] Au début de la crise libyenne en 2011, le président Déby, qui avait une relation étroite avec Kadhafi, l'a défendu en accusant les rebelles de liens avec les islamistes. La présence de combattants tchadiens parmi les troupes de Kadhafi a approfondi l'hostilité à l'égard de Déby chez les rebelles. Depuis janvier 2015, les troupes tchadiennes ont ciblé Boko Haram au Cameroun, Niger et Nigéria.

[136] Entretiens de Crisis Group, Dubaï, décembre 2014 ; analyste politique, Abuja, février 2015. Le président Déby est appelé dans certains cercles le « pompier pyromane ». Philippe Duval, « Idriss Déby, Pompier Pyromane », MondAfrique, 25 janvier 2015. Cela reflète l'impression qu'il déstabilise les voisins, pour utiliser ensuite sa force militaire en vue de gagner une renommée et un soutien internationaux, ainsi qu'un effet de levier. Les critiques estiment également que son ambition élargie est de devenir le successeur de Kadhafi comme nouveau leader du Sahel.

[137] La région du Tibesti dans le nord du Tchad, une zone difficile à contrôler, est négligée par N'Djaména et traditionnellement hostile à Déby ; depuis 2011, des ressortissants tchadiens (des Tebu mais aussi d'autres ethnies) de plus en plus nombreux traverseraient vers le sud de la Libye à la recherche de terres et d'un gain financier, avec l'encouragement tacite présumé de N'Djaména. Entre-

Etats-Unis et la France récompensent le Tchad par un soutien important en tant que partenaire clé et base de la lutte contre le terrorisme.[138]

Les Etats européens ont également un intérêt dans la lutte contre la migration. L'Union européenne (UE) et les partenaires africains ont lancé le processus de Rabat en 2006 et le processus de Khartoum en 2014, tous deux conçus pour lutter contre l'émigration illégale.[139] Si l'accent est mis sur le renforcement des patrouilles frontalières, des fonds sont envoyés simultanément aux principaux pays de migrants dans l'espoir que le développement permette de réduire l'élan de la migration. Aucun de ces processus ne traite correctement les causes profondes de la migration qui est stimulée non seulement par les faibles possibilités d'emploi, mais aussi par l'absence de mobilité sociale et, parfois, de liberté politique. L'efficacité de l'aide apportée sans exiger des bénéficiaires qu'ils modifient radicalement les politiques qui poussent à migrer est discutable.[140]

En mai 2015, l'UE a démarré une nouvelle politique axée sur la sécurité pour freiner la migration, notamment la saisie et la destruction des embarcations utilisées pour le passage de migrants. Cela est désormais formalisé avec le lancement de Eunavfor Med, le 22 juin 2015, pour patrouiller la Méditerranée, recueillir des informations et surveiller les réseaux de passeurs dans le but de dissuader la migration.[141] Toutefois, certains Etats membres semblent considérer aussi ce projet comme un cadre pratique pour l'action future de lutte contre le terrorisme en Libye.[142]

Les pays occidentaux ne sont pas les seuls acteurs étrangers à éveiller des soupçons. Les Etats du Golfe, notamment le Qatar, sont de plus en plus importants dans la région. L'argent du Golfe est utilisé pour les investissements, mais apparemment aussi pour financer, souvent par l'intermédiaire d'organismes de bienfaisance et d'ONG islamiques, la construction de mosquées et de *madrasas*.[143] Ces largesses peuvent polariser les détenteurs du pouvoir au niveau local et les membres de la classe diri-

tiens de Crisis Group, notables communautaires, Sebha, mars 2015. Pour en savoir plus sur cette dynamique, voir le briefing Afrique de Crisis Group N°78, *Chad's North West: The Next High Risk Area?*, 17 février 2011. Pour sa part, N'Djaména est en faveur d'une Libye stable et a tenté de négocier un accord entre ses factions. Entretien de Crisis Group, octobre 2014.

[138] Le Tchad, principale base de l'opération Barkhane, bénéficie depuis longue date du soutien militaire, de la formation et de l'aide de la France, notamment par le biais des opérations Manta (1983) et Epervier (1986). Il joue un rôle de premier plan dans le TSCTP et a été au cours de la dernière décennie un partenaire de la « guerre des Etats-Unis contre le terrorisme », bénéficiant d'aides importantes, de formations et d'équipements militaires. Entretiens de Crisis Group, Abuja, février 2015 ; et Sebha, mars 2015. « US support for Chad may destabilise the Sahel », Al Jazeera, 6 mars 2015 ; Pieter D. Wezeman, « Arms flows to the conflict in Chad », document d'information du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), août 2009, p. 6.

[139] Les appellations exactes des processus de Rabat et de Khartoum sont respectivement la 4ème Conférence ministérielle euro-africaine sur la migration et le développement, et l'Initiative sur la route migratoire UE-Corne de l'Afrique.

[140] Entretiens de Crisis Group, jeunes et analyste politique, Niamey, février 2015. Pour des nombres plus récents de migrants, voir « Smuggled Futures: The Dangerous Path of the Migrant from Africa to Europe », The Global Initiative Against Transnational Organised Crime, mai 2014.

[141] « Déclaration de la Haute représentante/vice-présidente Federica Mogherini sur la décision du Conseil de lancer l'opération navale Eunavfor Med », communiqué de presse, UE, 22 juin 2015.

[142] Le 18 mai 2015, le Conseil européen a approuvé la mise en place d'une opération militaire de l'UE, Eunafvor Med, sous le commandement d'un amiral italien. « Le Conseil lance l'opération navale de l'UE pour lutter contre les passeurs en Méditerranée », communiqué de presse, Conseil européen. Entretien de Crisis Group, représentant du gouvernement italien, Rome, mai 2015.

[143] Entretiens et observations de Crisis Group, Niamey, février 2015.

geante entre ceux qui soutiennent le rôle croissant de l'islam dans la politique et ceux qui cherchent à préserver un Etat purement laïc. Dans le contexte de la radicalisation islamique, les observateurs internationaux craignent que l'appui particulier du Qatar à un vaste réseau de mouvance islamiste n'entraîne le ralliement d'un nombre important à des groupes extrémistes. Reconnaissant en partie ce fait, la famille au pouvoir a pris des mesures pour accroître la surveillance des organismes de bienfaisance du Qatar, notamment par la création d'un organisme de réglementation de ces organismes.[144]

B. *Des réponses contre-productives et déséquilibrées*

Un soutien plus important s'impose pour un processus soutenu de lutte contre la criminalité, la corruption et la faiblesse de l'Etat. Les stratégies de l'ONU et de l'UE pour le Sahel n'ont pas été effectivement mises en œuvre et les outils internationaux les plus visibles pour combattre l'insécurité, comme indiqué ci-dessus, sont trop militaires. L'opération Barkhane et celle qui l'avait précédée, Serval, ont obtenu un certain succès pour perturber les extrémistes islamistes au Mali, mais ne peuvent plus à elles seules mettre fin à la menace jihadiste régionale, pas plus que les mesures policières ne peuvent freiner la migration. La sécurisation de la région et le soutien financier faiblement réglementé à des gouvernements impopulaires risquent d'exacerber les tendances qui alimentent la montée non seulement des groupes jihadistes mais aussi des réseaux criminels transnationaux et de la migration.

Mettre trop l'accent sur les opérations de contre-terrorisme et la menace jihadiste perçue détourne l'attention et les ressources essentielles des causes sous-jacentes de l'instabilité et peut les exacerber, car cela exige de dépendre des élites centrales et locales déficientes. La narration de la lutte contre le terrorisme est une excuse tristement pratique, autorisant une réaction rapide et visible et permettant à ceux qui sont au pouvoir dans la région de détourner l'attention de leurs propres échecs en matière de corruption et de gouvernance, tout en renforçant l'appui international à leurs régimes. Toutefois, les efforts militaires actuels de l'Occident s'avéreront probablement inefficaces et pourraient bien donner lieu à un contrecoup local.

C. *Une approche globale*

L'approche sécuritaire nécessite d'être rapidement équilibrée par des mesures politiques qui s'attaque aux causes et aux effets de l'instabilité étatique : la mauvaise gouvernance, la pauvreté, les conflits locaux liés aux ressources, la corruption, le chômage des jeunes et les périphéries délaissées. Beaucoup dépend de la volonté politique des dirigeants régionaux à aborder ces questions de manière globale. L'influence internationale devrait être mise à profit pour encourager cela en associant par exemple l'aide au développement à la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la corruption qui comprend la création de mécanismes de surveillance de la société civile faisant autorité et dotés de ressources importantes et d'indicateurs simples et mesurables. Il faudrait également appuyer la constitution de coalitions représentant les diverses

[144] Entretiens de Crisis Group, spécialiste de sécurité du Golfe et de politique étrangère, Londres, 4 mars 2015. « Qatar Regulates Charities as U.S. Urges to Stop Terror Funding », Bloomberg, 16 septembre 2014. Une grande controverse autour du Qatar est liée à la politique du Conseil de coopération du Golfe et au différend (récemment remis en cause) relatif au soutien de Qatar à l'islam politique, souvent confondu à tort avec l'extrémisme.

composantes de la société contre la mauvaise gestion et la pression exercée sur les gouvernements régionaux pour les impliquer dans les stratégies nationales de lutte contre la corruption. Le suivi peut être conjugué à des programmes locaux pour montrer du doigt les politiciens corrompus.

La plus grande responsabilité incombe en premier lieu aux gouvernements nationaux de la région. Des tentatives visant à endiguer la croissance rapide de la population sont indispensables pour faire face à la montée de l'instabilité, de la radicalisation, de la pauvreté et de la crise alimentaire. Améliorer la condition de la femme en faisant de l'éducation des filles une priorité nationale en appliquant les lois qui interdisent le mariage des enfants et en faisant respecter les droits des femmes en matière de procréation y contribueraient grandement. Cela serait probablement l'objet de controverses dans les sociétés patriarcales, mais sans une réforme sociale en profondeur qui réduise considérablement les taux de natalité, la démographie risque d'écraser rapidement les autres tentatives d'assurer la stabilité. A court et moyen terme, des programmes de création d'emplois pour les jeunes démotivés et de formation technique et professionnelle pour leur permettre d'être en mesure de trouver un emploi dans les secteurs émergents devrait constituer une autre priorité.

Ces prescriptions ne se prêtent pas à de courtes échéances, mais une stabilité durable ne peut être atteinte que par la promotion de l'Etat de droit et la lutte contre la corruption endémique, les intérêts politiques et criminels inextricablement mêlés et les vastes réseaux généralisés de trafic et de passeurs qui traversent la région.

V. Conclusion

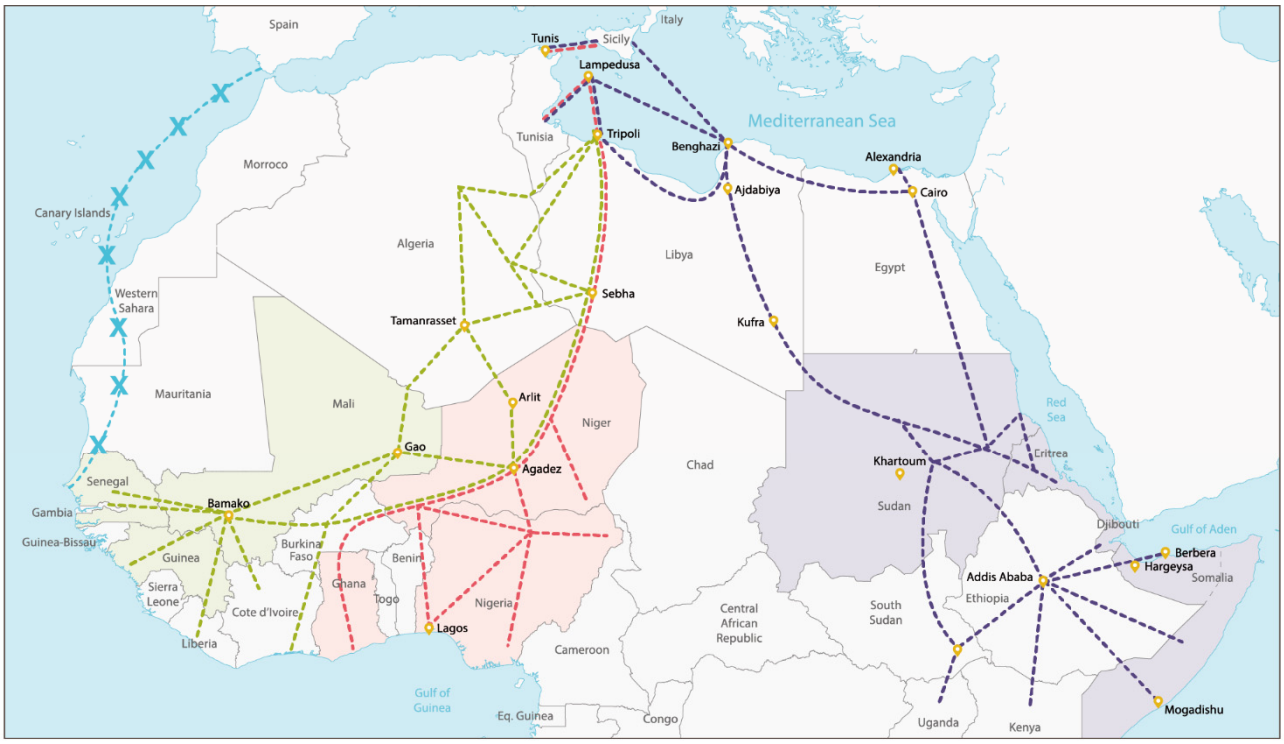
La trajectoire du Sahel central est préoccupante. La violence est appelée à se poursuivre, voire augmenter, dans le contexte d'une forte hausse du nombre de jeunes démunis. La profonde désillusion à l'égard des gouvernements nationaux et de la concurrence pour l'accès au pouvoir et l'amenuisement des ressources provoquent une escalade des tensions localisées à un niveau national, puis régional. Les conflits ayant acquis une dimension jihadiste ne l'ont fait que progressivement, et même dans ce cas, ce n'est qu'un élément parmi d'autres.

Exagérer la menace jihadiste donne aux gouvernements une excuse pour minimiser leurs propres échecs, sécuriser les politiques et rétrécir davantage l'espace politique. En cooptant des parties de l'opposition et en étiquetant « d'éléments opposés à la paix » ceux qui ne partagent pas leur analyse des menaces, les élites dirigeantes laissent une grande partie de la population dépourvue de moyens légitimes d'exprimer son désaccord. Il ne faudrait pas omettre que beaucoup, en particulier les jeunes déçus et marginalisés, considèrent l'islam politique comme la solution. L'incapacité des gouvernements à établir une distinction entre l'islamisme et le jihadisme violent et la criminalisation qui découle de ce dernier risque d'attiser encore la radicalisation.

L'effort mené par les partenaires internationaux pour soutenir les régimes qui ont perdu une grande partie de leur légitimité n'est pas une politique viable à long terme. Ces partenaires devraient visiblement et systématiquement exiger une bonne gouvernance et promouvoir le développement. L'incapacité de prendre en compte les aspirations réelles à un emploi valorisant et à la mobilité sociale, allant de pair avec un appui constant à de vieux dirigeants souvent compromis, risque de faire passer l'Occident pour un ennemi aux yeux du plus grand nombre. Les partenaires internationaux doivent repenser leur approche et procéder à une refonte s'ils veulent contribuer à une paix et une sécurité durables d'une région dangereuse.

Dakar/Bruxelles, 25 juin 2015

Annexe A : Carte des itinéraires migratoires à travers le Sahel central



Route de l'ouest – principaux pays sources (en foncé) : Sénégal, Guinée, Mali

Route centrale – principaux pays sources (en foncé) : Nigéria, Ghana, Niger

Route de l'est – principaux pays sources (en foncé) : Somalie, Erythrée, Soudan (Darfour)

Route côtière vers l'Espagne (fermée

Source: *Smuggled Futures*, publié par The Global Initiative against Transnational Organized Crime, 2014. Reproduction autorisée.

Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 125 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel de douze pages offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans la plupart des pays en conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports et briefings de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et par Ghassan Salamé, doyen de l'Ecole des affaires internationales de Sciences Po Paris.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno, a pris ses fonctions le 1er septembre 2014. Monsieur Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux ou de représentations dans 34 villes : Bagdad/Souleimaniye, Bangkok, Beyrouth, Bichkek, Bogotá, Dakar, Dubaï, Gaza, Islamabad, Istanbul, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Le Caire, Londres, Mexico, Moscou, Nairobi, New York, Pékin, Séoul, Toronto, Tripoli, Tunis et Washington. Crisis Group couvre environ 70 pays et territoires touchés ou menacés par des crises sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Zimbabwe ; en Asie : Afghanistan, Cachemire, Corée du Nord, Détroit de Taïwan, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizstan, Malaisie, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste et Turkménistan ; en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Géorgie, Kosovo, Macédoine, Russie (Caucase du Nord), Serbie et Turquie ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Algérie, Bahreïn, Egypte, Iran, Irak, Israël/Palestine, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Sahara occidental, Syrie, Tunisie et Yémen ; et en Amérique latine et aux Caraïbes : Colombie, Guatemala, Mexique et Venezuela.

Cette année, Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants : l'Agence américaine pour le développement international, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, le ministère canadien des Affaires étrangères, du commerce et du développement, l'Instrument de stabilité de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Département du Royaume-Uni pour le développement international, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère belge des Affaires étrangères, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère italien des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, le ministère turc des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation Adessium, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Foundation Koerber, la Fondation Oak, la Fondation de Henry Luce, la Fondation Tinker, le Fonds Ploughshares, le Fonds Rockefeller Brothers, les Fondations Open Society, et l'Initiative Open Society pour l'Afrique de l'Ouest.

Juin 2015

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2012

Afrique australe

Zimbabwe's Sanctions Standoff, Briefing Afrique N°86, 6 février 2012 (aussi disponible en chinois).

Implementing Peace and Security Architecture (II): Southern Africa, Rapport Afrique N°191, 15 octobre 2012.

Zimbabwe: Election Scenarios, Rapport Afrique N°202, 6 mai 2013.

Zimbabwe's Elections: Mugabe's Last Stand, Briefing Afrique N°95, 29 juillet 2013.

Madagascar : une sortie de crise superficielle ? Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Afrique centrale

Burundi : la crise de corruption, Rapport Afrique N°185, 21 mars 2012 (aussi disponible en anglais).

L'or noir au Congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement ?, Rapport Afrique N°188, 11 juillet 2012 (aussi disponible en anglais).

L'Est du Congo : pourquoi la stabilisation a échoué, Briefing Afrique N°91, 4 octobre 2012 (aussi disponible en anglais).

Burundi : bye-bye Arusha ?, Rapport Afrique N°192, 25 octobre 2012.

Le golfe de Guinée : la nouvelle zone à haut risque, Rapport Afrique N°195, 12 décembre 2012 (aussi disponible en anglais).

L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-Nalu, Briefing Afrique N°93, 19 décembre 2012 (aussi disponible en anglais).

République centrafricaine : les urgences de la transition, Rapport Afrique N°203, 11 juin 2013 (aussi disponible en anglais).

Comprendre les conflits dans l'Est du Congo (I) : la plaine de la Ruzizi, Rapport Afrique N°206, 23 juillet 2013 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : l'intervention de la dernière chance, Briefing Afrique N°96, 2 décembre 2013 (aussi disponible en anglais).

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1er avril 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015.

Afrique de l'Ouest

Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau, Rapport Afrique N°183, 23 janvier 2012 (aussi disponible en portugais).

Liberia: Time for Much-Delayed Reconciliation and Reform, Briefing Afrique N°88, 12 juin 2012.

Mali : éviter l'escalade, Rapport Afrique N°189, 18 juillet 2012 (aussi disponible en anglais).

Au-delà des luttes de pouvoir : que faire face au coup d'Etat et à la transition en Guinée-Bissau, Rapport Afrique N°190, 17 août 2012 (aussi disponible en anglais).

Mali : pour une action internationale résolue et concertée, Briefing Afrique N°90, 24 septembre 2012 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : faire baisser la pression, Rapport Afrique N°193, 26 novembre 2012 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, Rapport Afrique N°196, 17 décembre 2012.

Guinée: sortir du bourbier électoral, Rapport Afrique N°199, 18 février 2013.

Mali : sécuriser, dialoguer et réformer en profondeur, Rapport Afrique N°201, 11 avril 2013 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes, Rapport Afrique N°205, 22 juillet 2013 (aussi disponible en anglais).

Niger : l'autre maillon faible du Sahel ?, Rapport Afrique N°208, 19 septembre 2013 (aussi disponible en anglais).

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015.

Corne de l'Afrique

Kenya: Impact of the ICC Proceedings, Briefing Afrique N°84, 9 janvier 2012.

Kenyan Somali Islamist Radicalisation, Briefing Afrique N°85, 25 janvier 2012.

The Kenyan Military Intervention in Somalia, Rapport Afrique N°184, 15 février 2012.

Somalia: An Opportunity that Should Not Be Missed, Briefing Afrique N°87, 22 février 2012.

China's New Courtship in South Sudan, Rapport Afrique N°186, 4 avril 2012 (aussi disponible en chinois).

Uganda: No Resolution to Growing Tensions, Rapport Afrique N°187, 5 avril 2012.

Ethiopia After Meles, Briefing Afrique N°89, 22 août 2012.

Assessing Turkey's Role in Somalia, Briefing Afrique N°92, 8 octobre 2012.

Sudan: Major Reform or More War, Rapport Afrique N°194, 29 novembre 2012 (aussi disponible en arabe).

Kenya's 2013 Elections, Rapport Afrique N°197, 17 janvier 2013.

Sudan's Spreading Conflict (I): War in South Kordofan, Rapport Afrique N°198, 14 février 2013.

Eritrea: Scenarios for Future Transition, Rapport Afrique N°200, 28 mars 2013.

Kenya After the Elections, Briefing Afrique N°94, 15 mai 2013.

Sudan's Spreading Conflict (II): War in Blue Nile, Rapport Afrique N°204, 18 juin 2013.

Ethiopia: Prospects for Peace in Ogaden, Rapport Afrique N°207, 6 août 2013.

Sudan: Preserving Peace in the East, Rapport Afrique N°209, 26 novembre 2013.

Somalia: Puntland's Punted Polls, Briefing Afrique N°97, 19 décembre 2013.

Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.

South Sudan: A Civil War by Any Other Name, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.

Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.

Eritrea: Ending the Exodus?, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.

Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.

South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War", Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno
Professeur « Arnold Saltzman » d'études sur la paix et les conflits, Université de Columbia ; ancien sous-secrétaire général du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

PRESIDENTS DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown
Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Ghassan Salamé
Directeur, Ecole des affaires internationales, Sciences Po Paris

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe
Juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision, Nigéria

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Morton Abramowitz
Ancien secrétaire d'Etat adjoint et ambassadeur des Etats-Unis en Turquie

Fola Adeola
Directeur général fondateur, Guaranty Trust Bank Plc; Fondateur et président, FATE Foundation

Celso Amorim
Ancien ministre brésilien des Relations extérieures; ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary
Président, Parman Capital Group LLC

Nahum Barnea
Editorialiste en chef de *Yedioth Ahronoth*, Israël

Samuel Berger
Président, Albright Stonebridge Group LLC ; ancien conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis

Carl Bildt
Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino
Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères et vice-présidente du Sénat ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi
Membre, The Elders; Diplomate des Nations unies; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Micheline Calmy-Rey
Ancienne présidente et ministre des Affaires étrangères de la Confédération suisse

Cheryl Carolus
Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattaui
Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark
Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel
Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Mark Eyskens
Ancien Premier ministre de Belgique

Lykke Friis
Ancienne ministre du Climat et de l'Energie et ministre à l'Egalité des sexes du Danemark ; ancienne rectrice à l'Université de Copenhague

Frank Giustra
Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Alma Guillermoprieto
Écrivain et journaliste, Mexique

Mo Ibrahim
Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger
Président, Forum de Munich sur les politiques de défense; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur de l'Allemagne en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir
Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi
Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères

Wadah Khanfar
Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok
Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Ricardo Lagos
Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman
Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Sankie Mthembi-Mahanyele
Directrice du Central Energy Fund, Ltd.; ancienne secrétaire générale adjointe du Congrès national africain (ANC)

Lalit Mansingh
Ancien ministre indien des Affaires étrangères, ambassadeur auprès des Etats-Unis et haut-commissaire au Royaume-Uni

Thomas R Pickering
Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Karim Raslan
Fondateur, directeur exécutif et président-directeur général de KRA Group

Olympia Snowe
Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

George Soros
Président, Open Society Institute

Javier Solana
Ancien haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune, secrétaire général de l'Otan et ministre espagnol des Affaires étrangères

Pär Stenbäck
Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères

Jonas Gahr Støre
Ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers
Ancien directeur du National Economic Council et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université d'Harvard

Wang Jisi
Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

Wu Jianmin
Vice-directeur exécutif, China Institute for Innovation and Development Strategy ; membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien ambassadeur chinois aux Nations unies et en France

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES

BP
Investec Asset Management
Shearman & Sterling LLP
Statoil (U.K.) Ltd.
White & Case LLP

DONATEURS PRIVES

Anonyme (4)
Scott Bessent
David Brown & Erika Franke
Stephen & Jennifer Dattels
Herman De Bode
Andrew Groves
Frank Holmes
Reynold Levy
Ford Nicholson & Lisa Wolverton
Maureen White

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES

APCO Worldwide Inc.
Atlas Copco AB
BG Group plc
Chevron
Edelman
Equinox Partners
HSBC Holdings plc
Lockwood Financial Ltd
MasterCard
MetLife
Shell
Yapı Merkezi Construction and Industry Inc.

DONATEURS PRIVES

Anonymous
Samuel R. Berger
Stanley Bergman & Edward Bergman
Elizabeth Bohart
Neil & Sandra DeFeo Family Foundation
Joseph Edelman
Neemat Frem
Seth & Jane Ginns
Ronald Glickman
Rita E. Hauser
Geoffrey Hsu
George Kellner
Faisel Khan
Cleopatra Kitti
David Levy
Leslie Lishon
Ana Luisa Ponti & Geoffrey R. Hoguet
Kerry Propper
Michael L. Riordan
Nina K. Solarz
Horst Sporer
VIVA Trust

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Luke Alexander
Gillea Allison
Amy Benziger
Elizabeth Brown
Tripp Callan
Lynda Hammes
Matthew Magenheim
Rahul Sen Sharma
Leeanne Su
AJ Twombly
Dillon Twombly

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari
Président émérite

George Mitchell
Président émérite

Gareth Evans
Président émérite

Kenneth Adelman
Adnan Abu-Odeh
HRH Prince Turki al-Faisal
Óscar Arias
Ersin Arıoğlu
Richard Armitage
Diego Arria
Zainab Bangura
Shlomo Ben-Ami
Christoph Bertram
Alan Blinken
Lakhdar Brahimi
Zbigniew Brzezinski
Kim Campbell
Jorge Castañeda
Naresh Chandra
Eugene Chien
Joaquim Alberto Chissano
Victor Chu
Mong Joon Chung
Pat Cox
Gianfranco Dell'Alba
Jacques Delors
Alain Destexhe
Mou-Shih Ding
Uffe Ellemann-Jensen
Gernot Erler
Marika Fahlén
Stanley Fischer
Malcolm Fraser
Carla Hills
Swanee Hunt
James V. Kimsey
Aleksander Kwasniewski
Todung Mulya Lubis
Allan J. MacEachen
Graça Machel
Jessica T. Mathews
Barbara McDougall
Matthew McHugh
Miklós Németh
Christine Ockrent
Timothy Ong
Olara Otunnu
Lord (Christopher) Patten
Shimon Peres
Victor Pinchuk
Surin Pitsuwan
Fidel V. Ramos